Bilan et Perspectives



Les mauvais jours finiront-ils ?

Le réveil de la classe ouvrière

Numéro 22

1er semestre 2023

Bilan & Perspectives

n°22 – 1er semestre 2023
bulletin théorique et politique
du groupe Bilan & Perspectives,
membre de la Tendance
Communiste Internationaliste

4€ le numéro
ISSN 1623-6890

Sommaire

Éditorial : face à la dégradation de nos conditions de vie, le prolétariat répond par la lutte partout dans le monde !....2
Guerre impérialiste ou guerre de classe ?....4
Notre dossier : La classe ouvrière relève la tête....9
Notes sur la vague de grèves au Royaume Uni....9
France : un premier bilan des grèves contre la réforme des retraites....11
Suède : La grève sauvage des trains de banlieue montre la voie à suivre....17
« Synthèse très subjective du mouvement contre la 8ème contre-réforme des retraites »....18
Sur la fonction anti-ouvrière des syndicats et les voies d'une véritable lutte de classe....21
Une police de guerre civile....21
La marche à la guerre....24
L'Hécatombe invisible : Enquête sur les morts au travail....30
Histoire du mouvement ouvrier....31
Le syndicalisme révolutionnaire, hier et aujourd'hui....31
Nous contacter....41
Catalogue de nos publications en français....42

Illustration de couverture : Frans Masereel, « La Passion d'un homme » (1918)

Éditorial : face à la dégradation de nos conditions de vie, le prolétariat répond par la lutte partout dans le monde !

Grève dans la fonction publique au Royaume-Uni, grève dans les transports en Allemagne, mouvement contre la réforme des retraites en France, grève dans différents secteurs (enseignement, tribunaux, transport aérien et ferroviaire...) au Portugal, grève sauvage dans les transports en Suède, grève dans la fonction publique au Canada, révolte et grèves en Iran, conflits sociaux aux États-Unis, en Chine, ... ces derniers mois ont été marqués par un regain des luttes prolétariennes un peu partout dans le monde[1].

La chute du niveau de vie provoquée par l'inflation, elle-même due en grande partie à la guerre en Ukraine, est le principal déclencheur et moteur de ces mouvements. La France fait un peu figure d'exception car ce n'est pas une lutte pour des augmentations de salaires qui est à l'origine du mouvement, mais nul doute que cette détérioration des conditions de vie a joué en arrière plan.

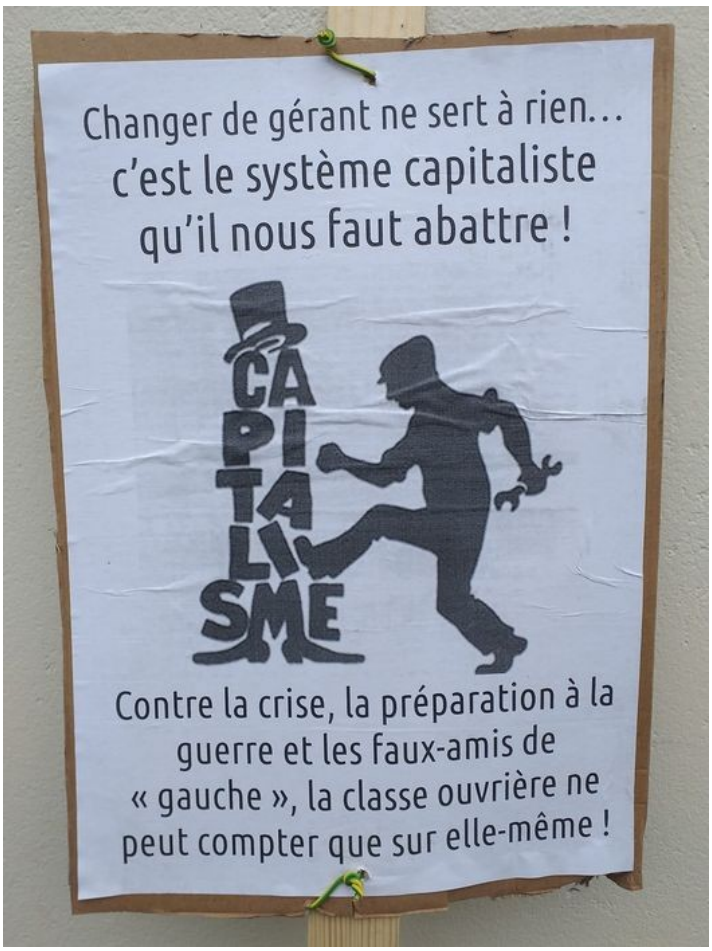
Ces luttes se déroulent dans un contexte mondial marqué par la crise économique et la guerre en Ukraine, mais aussi de plus en plus par la marche vers la guerre généralisée[2], qui menace l'humanité mais qui constitue l'unique réponse du capital à sa propre crise. Dans chaque pays, la bourgeoisie est amenée en mettre en place une économie de guerre, ce qui signifie augmentation des dépenses militaires, relocalisation de certaines industries, sécurisation de l'approvisionnement en ressources stratégiques et parallèlement des mesures d'austérité. Dans ce cadre, on comprendra que les revendications des prolétaires peinent à trouver satisfaction. Bien au contraire, les prolétaires trouvent face à eux, y compris dans les États dits démocratiques, une répression de plus en plus féroce[3]. Les États, conscients de l'inévitable montée des luttes, renforcent leur arsenal juridique et policier et instaurent des lois anti-grèves et anti-manifestations comme au Royaume-Uni et en France par exemple.

Malgré leurs faiblesses, ces luttes sont une première réponse du prolétariat à l'échelle mondiale pour contrer l'offensive de la bourgeoisie. Les prolétaires doivent faire face à de nombreux obstacles, notamment les forces d'encadrement syndicales et de la gauche et l'extrême gauche du capital. Afin d'en finir avec ce système mortifère, le prolétariat devra absolument reconquérir son indépendance de classe et donc rompre avec ses faux-amis en premier lieu les syndicats. Ces derniers, malgré l'absence de succès au cours des derniers mouvements semblent avoir redoré leur image et s'être renforcés, comme l'attestent les annonces de nouvelles adhésions aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France.

1 Nous revenons sur les luttes au Royaume-Uni, en France et en Suède dans le dossier de ce numéro.
2 Voir notre texte « La marche à la guerre ».
3 Voir notre texte « Une police de guerre civile ».

En France, les critiques à leur encontre sont restées marginales et superficielles. Le plus souvent, il a été reproché aux directions syndicales d'être trop timorées et de ne pas avoir appelé à la grève générale[4]. Cette dernière critique trahit une mauvaise appréciation du rapport de force[5] ou plus sûrement une recherche de posture radicale à peu de frais, de la part de groupes gauchistes ou activistes mais surtout une incompréhension de la nature et de la fonction des syndicats. Ces derniers sont des organes intégrés à l'État, chargés de l'encadrement des prolétaires, et assurant un rôle de médiation entre le capital et le travail. Ce n'est pas telle ou telle direction qui est en cause mais en raison de leur nature et de leur fonction, qu'ils veillent à ce qu'aucune lutte ne déborde et perturbe l'ordre capitaliste et ne remette en cause sa logique.

Le prolétaires doivent faire le bilan de leurs luttes et en tirer les leçons, car la pression exercée par la bourgeoisie va s'accentuer et seule la lutte massive du prolétariat à l'échelle mondiale peut entraver la marche à la guerre. Il est du devoir également des minorités révolutionnaires d'intervenir dans les luttes, de débattre, de confronter et clarifier leurs positions en vue de la constitution d'un parti communiste mondial seul capable d'assurer l'orientation révolutionnaire du mouvement.



4 Ce mythe de la grève générale devrait être lui-même questionné. Pour une approche historique, voir notre article « Le syndicalisme révolutionnaire, hier et aujourd'hui ».

5 Même au plus haut du mouvement, le nombre de grévistes est resté relativement faible, la grève générale n'a donc jamais été une possibilité.

Guerre impérialiste ou guerre de classe ?

Déclaration du 1er mai 2023 de la Tendance communiste internationaliste

Le capitalisme paie un prix de plus en plus lourd pour sa survie. Un demi-siècle après la fin du boom de l'après-guerre, le système capitaliste entraîne l'humanité dans l'abîme. Qu'il s'agisse de l'augmentation effrénée du coût de la vie, de la hausse des taux d'intérêt, de l'effondrement des banques, des catastrophes écologiques, des réfugiés qui fuient l'enfer immédiat pour se réfugier là où ils le peuvent. Aujourd'hui, la guerre en Ukraine ne démontre pas seulement l'inexistence de la paix et de la sécurité internationales, mais elle est aussi la terrible confirmation de ce qu'est sa "solution finale", face à la croissance du capital sans aucun profit, à savoir le pillage et la destruction de la planète.

Seule la classe ouvrière dont le travail non rémunéré est à l'origine de la richesse mondiale peut empêcher ce désastre - mais cela n'est possible que si cette dernière est capable de reconnaître à la fois, le vol et l'injustice scandaleuse des salaires et du système de profits, et la nécessité de son propre pouvoir collectif.



Comment en sommes-nous arrivés là ?

Le boom économique qui a suivi la seconde guerre mondiale était censé prouver que le capitalisme et sa recherche du profit garantiraient désormais un monde de paix et de prospérité croissantes. Malgré l'expansion monstrueuse du consumérisme de pacotille (en Occident), rien n'est moins vrai. Au début des années 70, la tendance à la baisse du taux de profit s'est réaffirmée et le système de Bretton Woods, qui devait garantir le règne du dollar et la *pax americana*, a été abandonné (1971-73) à la suite de la crise économique qui s'en est suivie. À une époque antérieure, cette situation aurait conduit directement à un effondrement de l'économie mondiale et à une confrontation impérialiste majeure. Au lieu de cela, les dirigeants du monde sont passés d'un expédient à l'autre pour éviter une dépression du type de celle des années 1930. Au cours de ce processus, l'URSS s'est effondrée et, avec elle, toute illusion persistante que son système de capitalisme d'État était plus progressiste que n'importe quel autre sur la planète. Dans le même temps, les gouvernements occidentaux ont dénationalisé et encouragé le "capitalisme privé" (c'est-à-dire les grandes entreprises et les multinationales), ce qui a restructuré et délocalisé la production dans des régions où la main-d'œuvre était bon marché, comme en Chine. Cela n'a fait que prolonger la crise et permettre aux contradictions de s'accumuler. La délocalisation de l'industrie des centres occidentaux du capitalisme vers les régions à bas salaires n'a fait qu'entraîner la montée d'un nouveau rival impérialiste avec une Chine qui s'est développée sur le dos du capital occidental. L'une des principales conséquences depuis 1979 a été la réduction des salaires réels de la plupart des travailleurs. Dans le même temps, l'abandon des réglementations financières a, non seulement permis aux riches de s'enrichir, mais a également donné lieu à une spéculation massive qui n'a pas pris fin avec l'effondrement de la première bulle en 2007-2008. Aujourd'hui, 10 % des personnes les plus riches du monde accaparent 52 % de l'ensemble des revenus. En d'autres termes,

environ 55 % de la population mondiale survit avec 1,3 % de la richesse totale du monde. Même la pandémie de COVID-19 n'a pas empêché l'accumulation de richesses de plus en plus importantes entre des mains de moins en moins nombreuses. Les "oligarques" ne se trouvent pas seulement en Europe de l'Est, ils détiennent les leviers du pouvoir partout dans le monde .

Entre-temps, là où la guerre et les catastrophes "naturelles" n'ont pas encore détruit les rêves des jeunes, les ambitions d'une carrière professionnelle stable et d'un avenir sûr, laissent de plus en plus place à des emplois incertains et précaires (c'est à dire "de merde"). Les problèmes mentaux et psychologiques augmentent à mesure que le fossé entre le bonheur instantané alimenté par les médias et le monde capitaliste réel, devient un gouffre béant.

La guerre en Ukraine

Aujourd'hui, cela fait 15 mois que nous sommes plongés dans une guerre brutale en Ukraine. Mais il ne s'agit pas seulement de l'Ukraine ou de la Russie. Il s'agit du premier pas sur la voie d'une guerre plus vaste. Ce que la population ukrainienne subit aujourd'hui, c'est ce à quoi nous serons tous confrontés demain. Et aujourd'hui, les travailleurs russes et ukrainiens sont tués sur les fronts pour défendre quoi ? Les biens et les intérêts de leurs cliques oligarchiques. Pour nos dirigeants, la défense de la "nation" a un sens puisqu'ils en possèdent la plus grande partie. Pour le reste de la population, la guerre impérialiste signifie la perte du foyer et des moyens de subsistance et, pour beaucoup, la perte de la vie elle-même.

Bien sûr, les machines de propagande des deux côtés travaillent d'arrache-pied pour nous convaincre que nous devrions mourir pour "notre" pays. Du côté russe, la dénonciation compréhensible de la trahison de l'Occident perfide, qui n'a pas tenu sa promesse de ne pas amener l'OTAN jusqu'à ses frontières, n'a d'égal que la description tordue de l'Occident "pédophile" et décadent pour la reconnaissance des droits des LGBT+. Mais les "valeurs familiales" sont l'un des chevaux de bataille du nationalisme russe depuis Staline. D'un autre côté, Poutine a été un cadeau pour les États-Unis et leurs alliés. Après des années d'empoisonnement, d'assassinat et d'emprisonnement d'opposants, dans son pays et à l'étranger, il est facile de présenter son invasion désespérée de l'Ukraine comme l'acte d'un mégalomane. Ajoutez à cela la stratégie russe brutale (commencée en Tchétchénie et perfectionnée en Syrie) consistant à détruire tout ce qui ne peut être pris, ce qui n'a fait qu'alimenter le récit occidental selon lequel il ne s'agit pas d'une guerre entre l'hubris occidentale capitalisant sur la chute de l'URSS et le revanchisme du Kremlin, mais d'une guerre entre la "démocratie" et l'"autocratie". Les crimes de guerre commis par les États-Unis et le Royaume-Uni en Irak ou les bombardements de l'OTAN en ex-Yougoslavie sont aujourd'hui oubliés depuis longtemps.

L'impératif impérialiste

Le déclenchement de la guerre en Ukraine a marqué une nouvelle étape vers la "solution finale" du capitalisme face à sa crise économique par la guerre impérialiste généralisée. Nous sous-estimons les conséquences de cette guerre à nos risques et périls. Nous ne savons pas quand elle éclatera, mais alors que le conflit se limitait auparavant à des sanctions économiques et à des guerres commerciales, la guerre en Ukraine est un pas vers la violence directe entre les grandes puissances. Les États-Unis et leurs alliés n'envoient peut-être pas de troupes au combat contre les forces russes, mais la quantité d'armes occidentales déployées en Ukraine n'a pas seulement provoqué l'invasion russe, elle a aussi fait la différence matérielle dans l'issue du conflit. Plus fondamentalement, ce conflit a déclenché une course aux armements. L'OTAN a déjà envoyé tellement d'armes et de munitions en Ukraine qu'elle a découvert que ses réserves étaient presque épuisées. Les lignes de production d'armes qui ont été mises en sommeil pendant près de trois décennies

sont aujourd'hui remises en service. De nouveaux investissements sont nécessaires pour les remettre à niveau. Les dépenses en armement étaient déjà en hausse après la reprise de la Crimée par les Russes en 2014, mais quelques mois après le début de la guerre en Ukraine, les dépenses militaires mondiales ont dépassé les 2 000 milliards de dollars pour la première fois, dont au moins 60 % dans les États membres de l'OTAN. Les États-Unis dépensent toujours plus en armement que les neuf autres États réunis, mais tous prévoient de dépenser davantage. L'Allemagne, qui s'est engagée à consacrer 100 milliards d'euros à la "modernisation militaire" depuis le début de la guerre, est revenue sur sa position de longue date consistant à refuser de vendre des armes dans une zone de guerre. Les budgets militaires augmentent partout et cette nouvelle course aux armements est un pas irrévocable vers un conflit plus large.

Comme si cela ne suffisait pas, la guerre a encore accentué la division du monde. La mondialisation (c'est-à-dire l'expansion du capital financier occidental dans de nouvelles sphères et l'hyper-exploitation de la main-d'œuvre chinoise bon marché) des trois dernières décennies environ est maintenant en marche arrière. Le protectionnisme est en hausse, notamment aux États-Unis où la loi sur la réduction de l'inflation (IRA) de Joe Biden prévoit des subventions publiques massives aux nouvelles entreprises "vertes" afin de promouvoir la position des États-Unis et d'affaiblir la Chine dans la course aux "technologies vertes". Sur le plan militaire, alors que la Suède et la Finlande entrent dans l'OTAN, les puissances "parias" que sont la Russie, la Chine et l'Iran se rapprochent de plus en plus pour échapper aux sanctions occidentales (en réalité, américaines) et s'entraider sur le plan militaire et économique.

La classe dirigeante américaine peut être amèrement divisée sur à peu près tout, mais le seul point de convergence est la Chine. L'hégémonie américaine depuis 1945 a éliminé l'URSS, mais la Chine représente une menace bien plus sérieuse. L'URSS ne s'appuyait que sur sa puissance militaire, mais la Chine dispose également d'une puissance économique suffisante pour devenir une menace pour le pilier central de l'hégémonie américaine : le dollar, toujours aussi puissant. Le dollar domine toujours, mais il est en déclin depuis deux décennies. Et la guerre a davantage contribué à le saper encore plus que toutes les matières premières chinoises bon marché ne l'ont fait en temps de paix. Aujourd'hui, de plus en plus de pays réduisent leurs avoirs en dollars et d'autres cessent de l'utiliser comme monnaie de réserve ou d'échange. Même l'Arabie saoudite, alliée des États-Unis, échange du pétrole contre des renminbis. Il n'est donc pas surprenant que Blinken et Biden prononcent rarement un discours sans souligner la menace plus importante que représente la Chine, que ce soit par le biais de sa technologie (Huawei et TikTok) ou de la menace qu'elle fait peser sur Taïwan. En effet, toute une série de généraux et d'anciens militaires américains rivalisent actuellement pour prédire précisément quand la Chine envahira Taïwan, donnant des dates allant de 2024 à la fin de la décennie.

La Chine a longtemps déclaré ouvertement que son objectif était de supplanter les États-Unis en tant que superpuissance mondiale d'ici 2049 (un siècle après que le parti communiste chinois ait chassé l'allié américain, le Kuomintang, sur l'île de Taïwan). La reprise de Taïwan a toujours été l'objectif déclaré de Pékin. La Chine a généralement été moins agressive que les autres rivaux des États-Unis, car elle a soigneusement construit sa puissance économique, mais la crise capitaliste mondiale ne l'a pas épargnée non plus. Elle renfloue aujourd'hui ses banques (déjà ébranlées par l'éclatement de la bulle immobilière) alors que divers éléments d'infrastructure pour "la Nouvelle Route de la Soie" se révèlent être des éléphants blancs. Aujourd'hui, la rhétorique chinoise commence à rejoindre celle des États-Unis, d'autant plus que ces derniers (qui disposent déjà de quelque 400 bases avec 300 000 soldats et 60 % de leur marine dans le Pacifique) ont noué une série d'alliances antichinoises à travers l'Asie. Bien qu'elle soit

la deuxième puissance militaire du monde (si l'on excepte le nombre de soldats), la Chine est loin derrière les États-Unis sur le plan militaire, mais devrait-elle mener une guerre régionale dans sa propre arrière-cour alors que la puissance militaire des États-Unis se répandrait partout autour du globe ?

Rien de ce qui s'est passé au cours des 15 derniers mois ne nous a surpris, pas plus que pour d'autres internationalistes. La crise ukrainienne a couvé pendant près de 20 ans, les États-Unis et la Russie promouvant leurs propres factions au sein de l'oligarchie ukrainienne divisée et corrompue. Pendant tout ce temps, aucune des deux parties n'a montré un iota d'intérêt pour les préoccupations ou les craintes de l'autre. La crise est si profonde que la rivalité impérialiste ne permet aucune discussion rationnelle - c'est un jeu à somme nulle qui pourrait finalement faire de nous tous des zéros maintenant que la guerre en Ukraine a amplifié toutes les tensions qui hantent l'ordre impérialiste mondial depuis des décennies.

Les travailleurs n'ont pas de patrie

Il ne reste qu'un seul espoir, celui de la classe ouvrière mondiale. Il est vrai que nous ne partons pas d'une situation idéale. Au cours des quatre dernières décennies de stagnation économique, les travailleurs ont reculé partout. Ils ont vu leurs salaires baisser et leurs conditions de travail devenir de plus en plus désagréables et précaires. Le krach financier de 2007-2008 n'a fait qu'ajouter à nos malheurs lorsque l'État de la classe dirigeante a renfloué les banques, puisque le prix de ce renflouement a été payé par les travailleurs sous la forme d'une "austérité" qui a encore fait baisser les salaires réels. Aujourd'hui, nous sommes frappés par une inflation galopante, mais les dirigeants du monde entier (les représentants des "oligarques") affirment solennellement qu'il n'y a pas d'argent pour payer des augmentations de salaires qui ne compenseront même pas tout ce qui a été perdu en 40 ans. Ils peuvent trouver des milliards pour acheter des armes afin de défendre leurs biens et leurs investissements, mais pas pour réparer les infrastructures délabrées ni pour investir dans la santé et l'éducation.

Au cours de l'année écoulée, des signes indiquent que quelque chose commence à changer. Des millions de grévistes à travers le monde, de l'Iran à l'Europe et aux États-Unis, contre la baisse du coût de la vie et d'autres attaques, nous offrent une lueur d'espoir. Pour l'instant, cependant, la majorité des travailleurs hésite encore, et c'est compréhensible. Les dernières décennies ont laissé en héritage un manque de confiance ou d'attentisme. Nombreux sont ceux qui espèrent encore qu'un politicien de gauche ou un bureaucrate syndical sortira un lapin de son chapeau pour rendre la vie plus supportable. Mais en pleine crise capitaliste, il n'y a aucune chance que cela se produise dans un système où la classe ouvrière fait tant d'efforts mais n'obtient que peu de choses en retour. Et notre lutte doit être plus qu'une simple lutte pour des "parts équitables". Comme le montre l'histoire des deux derniers siècles, le système capitaliste ne tolérera pas longtemps les acquis des travailleurs. La recherche du profit exige davantage d'exploitation, et celle-ci prend de nombreuses formes.

Nous devons donc entamer une véritable lutte pour nos propres intérêts. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie réapprendre à s'organiser collectivement contre les attaques dont nous faisons l'objet sur tous les fronts. Les grèves et les manifestations ne sont donc qu'un début. Elles restent une résistance symbolique si elles ne s'associent pas à d'autres travailleurs partout dans le monde - des lieux de travail isolés ou même des régions ne peuvent pas gagner seuls. Pour que l'action collective soit efficace, il faut que chacun y participe activement. Les comités de grève élus par des réunions de masse (assemblées) de tous les travailleurs et révocables par eux ont été les méthodes traditionnelles utilisées par les travailleurs du monde entier pour atteindre cet objectif.

Mais ce ne sont pas les seuls critères de réussite de la lutte. Nous devons être conscients de ce pour quoi nous nous battons et de l'importance des enjeux. L'enjeu n'est rien moins que l'abolition du capitalisme et de son exploitation par le système du salaire et du profit, qui engendre guerres et autres désastres. (Ce faisant, il élimine les moyens habituels de diviser les travailleurs en fonction de la race, du sexe, de l'orientation, de l'éducation ou autre). En intensifiant sa propagande de guerre, le capitalisme nous appellera une fois de plus à mourir "pour notre pays" ou la "démocratie". Mais "les travailleurs n'ont pas de patrie". Nous ne possédons pas de terres ni d'usines, qui sont la richesse des nations. C'est la prérogative de la classe capitaliste propriétaire. Les travailleurs n'ont aucun intérêt matériel à soutenir l'un ou l'autre camp dans ces guerres impérialistes. Nous rejetons toutes les excuses et tous les alibis que l'on nous sert pour nous faire donner notre vie pour protéger leurs richesses. Leur démocratie est un leurre. Ils ont établi les règles d'un jeu politique qui assure la sécurité du système quel que soit le vainqueur. C'est la "démocratie au service de l'argent", comme l'histoire récente l'a confirmé avec la corruption pour l'attribution de contrats aux partisans des gouvernants, quelque soit le pays.

La leçon est claire depuis longtemps. Nous n'obtiendrons que des palliatifs temporaires tant que nous nous plierons à leurs règles. Alors qu'ils intensifient leur violence chez eux et à l'étranger, nous devons intensifier la résistance. Alors que leurs armes sont les gaz lacrymogènes, les matraques, les bombes et les missiles, les nôtres sont la conscience qu'un nouveau monde est encore possible et notre organisation collective. Cette dernière implique non seulement la création d'organisations de lutte partout où les travailleurs salariés vivent et travaillent, mais aussi d'une organisation politique internationale pour coordonner et guider cette lutte contre non seulement tel ou tel État, mais aussi contre l'ensemble du système mondial. Il y a beaucoup d'internationalistes dans le monde qui voient tout cela, mais qui sont prisonniers des débats du passé. Les questions d'aujourd'hui sont trop sérieuses pour les polémiques inutiles, qui génèrent des tomes académiques volumineux, ou pour rester sur la touche. Nous avons besoin d'un engagement positif pour commencer à construire un organisme international qui mènera la riposte mondiale. C'est pourquoi nous avons essayé de travailler avec d'autres au cours des quinze derniers mois pour préparer une réponse à ce que le capitalisme nous réserve. Leur guerre ou notre révolution deviennent de plus en plus des alternatives directes

Qu'il s'agisse de lutter contre les réductions de salaires ou contre la guerre, notre slogan reste PAS DE GUERRE, sauf la GUERRE DE CLASSE !



Notre dossier : La classe ouvrière relève la tête

Notes sur la vague de grèves au Royaume Uni

Quelle différence ! La période entre 2015 et 2019, tout en étant la pire pour concernant l'évolution des salaires, a connu des niveaux de grève historiquement bas au Royaume-Uni. La période de la pandémie de Covid-19 n'a pas suscité de riposte plus large, tout en révélant à quel point le fossé s'était creusé entre la classe dirigeante et le reste de la société. Par contre, en 2022, les grèves sont devenues partie intégrante de la vie quotidienne. Alors que les conflits éclataient dans les transports, la poste, les hôpitaux, les universités, les usines, la logistique et même les organisations caritatives, certaines sources estiment que nous avons assisté aux plus grandes grèves depuis une génération ou depuis le gouvernement Thatcher[6].

Pour nous qui affirmons que « l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même », la vague de grèves actuelle soulève de nombreuses questions.

Cause et effet

Sans aucun doute, la principale force motrice immédiate fut la hausse du coût de la vie associée à la stagnation des salaires[7]. Bien sûr, ce n'est qu'une partie d'une tendance plus large qui a vu diminuer la part des salaires rapporté au PIB depuis les années 1970 (c'est-à-dire depuis que le cycle actuel d'accumulation du capital est entré dans sa spirale descendante). De plus, la pénurie de main-d'œuvre depuis la fin de la pandémie devait faire pencher la balance sur le marché du travail en faveur des demandeurs d'emploi. Un marché du travail plus serré signifie généralement plus de pouvoir de négociation pour les travailleurs.

Les directions syndicales ont pressenti que des opportunités émergeaient et ont alors envoyé des bulletins de grève dans différents secteurs, en grande partie sur les salaires. Les retraites, la précarisation, les licenciements, etc. sont également des problèmes récurrents. Cela a touché à la fois le secteur public et le secteur privé, mais principalement les lieux de travail où la présence syndicale est plus élevée bien que les perturbations des transports causées par les grèves aient également et indirectement affecté les bénéfices de l'industrie hôtelière. Dans certaines occasions, les travailleurs ont même pris l'initiative eux-mêmes et n'ont pas attendu que le syndicat active le processus officiel[8].

Perspectives

Jusqu'à présent, peu de grèves ont atteint leurs objectifs initiaux. Seuls quelques secteurs ont obtenu des augmentations de salaires supérieures à l'inflation, comme les dockers de Liverpool qui, après deux mois de grève, se sont vu promettre des augmentations de salaire comprises entre 14% et 18%. Cependant, beaucoup d'autres ont cédé devant des concessions, comme les travailleurs de British Telecom qui, après six mois, ont opté pour une augmentation de salaire forfaitaire de 1 500 £ (entre 3,8 % et 8 % selon l'échelle salariale) plutôt que l'augmentation de salaire de 10 % qu'ils avaient demandé à l'origine. Certaines grèves, comme celles des chemins de fer et de

6 https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-12-16/britain-suffers-most-days-lost-to-strikes-since-thatcher

7 https://www.leftcom.org/en/articles/2022-08-14/the-cost-of-living-crisis-is-a-capitalist-crisis

8 https://www.leftcom.org/en/articles/2022-08-15/wildcat-strikes-in-the-uk-getting-ready-for-a-hot-autumn

la poste, sont toujours en cours après plus de six mois.

Bien que certains dirigeants syndicaux parlent de la nécessité d'actions de grève coordonnées, celles-ci ont été très limitées, même lorsque les actions ont eu lieu dans les mêmes secteurs ou sur les mêmes lieux de travail. Les syndicats continuent de séparer les différents piquets de grève ou de rejeter les revendications spontanées qui y apparaissent afin que les actions se déroulent entièrement dans les conditions imposées par la loi sur les syndicats et les négociations collectives (Consolidation Act, 1992). A la mort de la reine, de nombreux syndicats (CWU, RMT, ASLEF et TSSA) ont annulé ou suspendu leurs grèves par « bonne volonté ». Même s'il affirme respecter la législation sociale existante, le gouvernement Sunak menace maintenant d'étendre davantage les lois anti-grève en permettant de poursuivre les syndicats et de licencier les salariés qui n'assurent pas les « niveaux de service minimum » pendant les grèves dans les secteurs publics-clés. Il semble que les syndicats contesteront cela devant les tribunaux et par des journées d'action symboliques, mais il reste à voir si les travailleurs contesteront de telles attaques contre leur droit de grève dans les rues et sur les lieux de travail.

Des manœuvres parallèles de la gauche

En même temps que les grèves faisaient leur retour, la gauche du capital a entamé un remue-ménage pour se mettre en capacité de canaliser le mouvement. La chute de Corbyn à la suite des élections générales de 2019 puis la direction ouvertement pro-business que le parti travailliste a prise sous Starmer avaient en effet laissé un vide politique. Des formations extérieures au *Labour* espéraient attirer vers elles les anciens soutiens de Jeremy Corbin.

Déjà au début de 2022, au tout début de la vague de grèves, l'organisation People's Assembly dirigée par l'ex-députée Labour Laura Pidcock, organisait des manifestations contre la hausse du coût de la vie. Elle a rapidement été éclipsé par la campagne « *Enough is Enough* » lancée en août 2022 par Mick Lynch du RMT et les députés du Zarah Sultana et Ian Byrne. La campagne « *Don't Pay* » a encouragé (et dérouté) le non-paiement de masse des factures d'énergie. Tous ces groupes ont tenté d'établir une présence en créant des groupes locaux avec un succès limité. Ajoutez à cela les divers groupes trotskystes et staliniens qui ont recruté au sein de la gauche du parti travailliste ainsi que des conseillers locaux de gauche essayant maintenant de relancer leur carrière de « socialistes indépendants » : c'est la confusion la plus complète !



La véritable alternative

Depuis le début de cette vague de grèves, nous affirmons les points suivants :

- Notre pouvoir de riposte est entre nos mains en tant que classe et c'est à nous de l'exprimer à travers nos propres organes, qu'il s'agisse de comités de grève, d'assemblées de quartier et finalement de conseils ouvriers. Nous ne pouvons pas nous permettre de confier ce pouvoir aux politiciens et aux bureaucrates syndicaux, même s'ils prétendent être de notre côté[9].

- À cette fin, tout au long de l'année dernière les membres et sympathisants de la CWO ont été présents sur les piquets de grève, lors des rassemblements et des manifestations, discutant avec les autres travailleurs de la nécessité d'une véritable alternative. Pour

9 https://www.leftcom.org/en/articles/2022-02-04/year-of-the-squeeze-the-working-class-pays-for-the-crisis

nous, celle-ci comprend à la fois l'auto-organisation des luttes et une nouvelle référence politique internationale pour les travailleurs qui remettent en cause le système. Et nous continuerons à le faire. Une telle alternative ne peut émerger que de la classe ouvrière elle-même en rompant avec le cadre syndical, qui divise les travailleurs entre les secteurs et les lieux de travail, et la gauche institutionnelle, qui se bat simplement pour sa place au soleil. En ce sens, nous sommes encore loin du niveau de militantisme des années 1970. Ainsi plane le danger de grèves isolées les unes des autres, épuisant la classe ouvrières dans des mouvements autour de revendications économiques négligeables.

Nous savons que de nombreux travailleurs voient déjà la nécessité d'une action coordonnée, même s'ils attendent toujours que les directions syndicales l'annoncent. Beaucoup reconnaissent également que la vague de grèves actuelle a une dimension politique, même si pour l'instant cela reste seulement au niveau du slogan : « *Tories out* » (« Les conservateurs dehors »). Si le capitalisme en crise est capable d'accorder certaines concessions aux travailleurs de certains secteurs, aucun gouvernement en place ne pourra renverser les évolutions des 50 dernières années, à moins d'envisager une destruction catastrophique du capital qui pourrait déclencher un nouveau cycle d'accumulation.



À l'échelle mondiale, nous assistons à l'effondrement des infrastructures qui fournissent les services essentiels comme les soins de santé, tandis que les puissances impérialistes rivales se bousculent sur la planète dont les écosystèmes sont de plus en plus dévastés. La question reste de savoir si la classe ouvrière – la seule force capable de créer une nouvelle société – sera de capable de généraliser la grève et d'étendre son contenu au-delà des revendications économiques immédiates. Nous avons un monde à gagner et un monde à sauver.

Dyjbas, Communist Workers' Organisation
10 janvier 2023

France : un premier bilan des grèves contre la réforme des retraites

Le bilan qui suit est forcément une première réflexion à chaud[10] sur le mouvement de lutte contre la réforme des retraites imposée par la gouvernement. Il peut apparaître comme pessimiste si l'on en reste à la première lecture. Or, d'une part, seule la vérité est révolutionnaire, c'est celle que nous décrivons, mais d'autre part, du fait de l'ampleur du mouvement et de la colère qu'il manifeste contre les conditions de vie actuelle imposées par la crise du capitalisme, il en restera nécessairement des leçons positives comme : *comment lutter ? comment construire un rapport de force ?* La décantation politique qui va suivre montrera que l'on ne peut jamais faire confiance aux syndicats et que pour vaincre, nous devons prendre nos luttes en main en créant des comités de grève, en organisant des assemblées souveraines (AG) et des coordinations entre tous les pôles de lutte. En fait, il faudra faire tout l'inverse de ce que nous venons de subir.

10 A l'heure où nous publions, le mouvement n'est pas encore terminé.

Sans auto-organisation à la base, c'était l'échec assuré

La France a connu depuis 1995 cinq grands mouvements quasi similaires à ce dernier contre la réforme des retraites. Il y eut 3 mouvements avec des manifestations quasiment de même ampleur dépassant plus d'un million de manifestants portant sur la réforme des retraites (1995, 2003, 2010[11]) et deux autres sur le CPE (Contrat Première embauche) en 2006 et contre la loi travail en 2016. La tactique des syndicats est éprouvée pour faire échouer les luttes ouvrières : surtout pas de comités de grèves. Deux mouvements ont réussi à faire capoter la réforme envisagée. En 1995 pendant la réforme des retraites de Juppé, le pays a été bloqué pendant 3 semaines notamment par les travailleurs des transports SNCF et RATP et a surtout connu des assemblées, des comités et des coordinations. La situation politique à cette époque a donc été plus favorable et la bourgeoisie craint toujours les mouvements étudiants. En 2006 durant le CPE, les étudiants dans le mouvement l'ont dynamisé et il y a eu une certaine auto-organisation à la base notamment dans les universités. Ces organisations, même minimes, avec une atmosphère de défiance importante à l'égard des syndicats, ont poussé la bourgeoisie a lâcher sur ces deux réformes.

Des échecs précédents, il faudrait tirer des leçons. Or en 2023, c'est toujours la même machine à perdre qui s'est mise en marche. Les syndicats largement décrédibilisés ont, cette fois, trouvé la parade, c'est tous unis pour la première fois qu'ils se sont organisés en Intersyndicale. On voit que la bourgeoisie sait tirer les leçons quand elle veut, une fois de plus, pour pouvoir entraîner la classe ouvrière derrière elle. Et d'ailleurs grâce à cette manœuvre les syndicats unis ont regagné en crédibilité.

D'ailleurs, il faudrait se rappeler la lutte des Gilets Jaunes qui a démarré en octobre 2018. Pourquoi l'Etat a t-il lâché quelques mesures économiques et sociales et renoncé à la taxe sur les carburants ? En grande partie parce que le mouvement était incontrôlé. Il n'y avait aucun leader. La bourgeoisie craint beaucoup ces révoltes sans chef. Mais la France s'est couverte d'assemblées, de discussions sur les ronds points avec des essais de coordination. C'est plus ces modes d'action que les affrontements, qui ont poussé l'Etat à lâcher des mesurettes.

Et aujourd'hui, malheureusement, les prolétaires une fois de plus n'ont pas tiré la leçon de plusieurs dizaine d'années de faillite de luttes derrière les syndicats.

Peut-on parler d'un non-mouvement ?

Nous nous devons de faire la chronique de l'échec annoncé du mouvement contre la réforme des retraites pour bien souligner les manœuvres[12] de la bourgeoisie.

Alors que la classe ouvrière est attaquée de tous les côtés : baisse du niveau de vie, inflation, augmentation du prix de l'énergie, attaque contre les chômeurs[13], etc. la bourgeoisie a engagé la lutte sur la réforme des retraites. Etait-ce la façon d'éviter des mouvements plus durs et peut-être moins contrôlables comme cela avait semblé s'engager en Angleterre, aux États-Unis et en Allemagne pour des augmentations de salaires ? La bourgeoisie française ne voulait surtout pas que se développent de telles revendications et luttes.

11 Selon la police, la manifestation du 12 octobre 2010 a atteint la même participation que celle que nous observons en 2023, avec plus de 1,25 million de manifestants. Et le mouvement fut un échec !

12 Quand nous parlons de manœuvres, il s'agit de manœuvres générales de la bourgeoisie ce qui ne veut pas dire que chaque fraction n'a pas d'intérêts divergents. Par exemple, État et syndicats ont les mêmes intérêts dans le maintien de l'ordre social mais chacun possède des intérêts propres comme, pour les syndicats, ceux qui leur imposent de ne pas se déconsidérer.

13 Nouvelles règles prévues au 1er février 2023 d'indemnisation pour soit-disant inciter à la reprise de l'emploi. En fait, de nombreux chômeurs ont perdu et perdent leur allocation chômage. Il fallait faire de nouvelles économies. La réforme antérieure a permis en 2022 d'avoir un solde positif estimé à 4,4 milliards d'euros.



Nous venons de connaître un mouvement qui impressionne par son ampleur et son énergie. Il est un témoignage de la puissance potentielle de la classe ouvrière qui s'exprimait depuis quelques années déjà avant la période du Covid. Pour l'instant la classe ouvrière tâtonne encore et se bât sans orientation politique et, de ce fait, se laisse facilement détourner de ses intérêts. La force et l'énergie colossale exprimées par ces foules immenses qui, en fait, exprimait un énorme rejet du monde de misère qu'elles doivent endurer, n'a tendu que vers un seul but : placer les syndicats en position pour obtenir que l'age de départ en retraite reste à 62 ans. Ridicule au vue de la hargne contre l'Etat et ses mesures toujours plus iniques quand on sait que, de toutes façons, les travailleurs ne partiront même pas tous à 64 ans. Il faut avoir la double condition d'âge et d'annuités de cotisation pour avoir une retraite à taux plein ce qui est, pour beaucoup, une retraite de misère.

Il faut noter deux caractéristiques importantes de ce mouvement. La première porte sur sa durée (plus de 3 mois), ce qui est le signe de l'immense hargne accumulée au sein de la classe et des franges exsangues de la population. La seconde porte sur le faible nombre de grévistes impliqués, ce qui peut expliquer aussi le manque de comités de grève, d'AG ou de Coordination décisionnelle. Dans une période de lutte intense de cette ampleur, son échec peut entraîner des réactions incontrôlées car la hargne et les problèmes de la vie courante ne sont toujours par résolus.

Comment s'est préparée la bourgeoisie : État et syndicats, pour attaquer la classe ouvrière ?

L'organisation de la bourgeoisie d'État, de la « gauche », des syndicats et ses appendices « gauchistes » (LO, NPA, etc.)

Jusqu'à présent, tout se déroule comme le prévoyait le gouvernement Macron-Borne :

- Le 11 avril 2022, le président Macron annonce qu'il portera l'âge de départ à la retraite à 65 ans.

- Le 15 septembre 2022, le Conseil d'orientation des retraites (où siègent les représentants grassement rétribués des syndicats : la CFDT, la CGT, FO, l'UNSA, la FSU, la CFE-CGC, la CFTC) remet au gouvernement son rapport annuel annonçant un problème de financement.

- De septembre à décembre, plusieurs cycles de « concertation avec les partenaires sociaux » ont lieu au ministère du travail, toutes les directions syndicales acceptent de discuter tranquillement avec le Ministre du travail Dussopt du projet des retraites annoncé par Macron. Aucune organisation ne claque la porte.

- Le 30 novembre 2022, la première ministre Borne affirme qu'il faut reporter l'âge de la retraite pour « ramener le système à l'équilibre ».

- Le 8 décembre, les chefs syndicaux sont reçus par Élisabeth Borne. Ils lui font des « propositions ».

- Les 3 et 4 janvier 2023, Borne les convoque de nouveau à Matignon, aucun syndicat (CFDT, CGT, FO, UNSA, CFE-CGC, CFTC) ne refuse de discuter du projet des retraites.

- Le 23 janvier 2023, le conseil des ministres adopte le projet de loi contre les retraites.

- Du 6 février au 16 mars, le parlement débat du projet. Les députés et sénateurs dits de gauche font leur cirque au parlement pendant que les syndicats s'activent dans les rues.

Tout ce déroule comme prévu du côté syndical. L'intersyndicale organisent la soit-disant riposte avec le dispositif habituel :

- Le 18 janvier, Martinez (CGT) appelle à « des

grèves reconductibles partout où c'est possible ».

- Le 19 janvier, le bloc de tous les syndicats (CFDT, CGT, FO, SUD, UNSA, FSU, CFE-CGC, CFTC) décrète des « journées d'action, de grèves et de manifestations ».

- L'intersyndicale propose des « grèves reconductibles », tout en expliquant qu'il faut que le parlement se prononce sur le projet de loi alors que ce que veulent les travailleurs est le retrait pur et simple du texte.

- Toutes les organisations politiques dites de « gauche » y compris LO, le NPA, et tutti quanti soutiennent « l'intersyndicale » et expliquent que toutes les journées d'action seront comme « un tremplin » pour la grève générale.

- Depuis le 19 janvier jusqu'au 28 mars, l'intersyndicale a appelé à 10 journées d'action « traîne-savates » en prenant bien soin qu'il y ait parfois une semaine entre elles. Et tout en étant de la grosse bouffonnerie, ces manifestations ont recueilli chaque fois près de 2 millions de travailleurs.

- Le 7 mars, il y a 3 millions de manifestants. Le soir, les syndicats, au lieu d'appeler à la grève tous ensemble jusqu'au retrait du projet, se plaignent du « risque d'explosion sociale » et demandent au gouvernement de les entendre.

- Coup de poignard supplémentaire, ce que peu de journaux ont relaté, les professions qui pouvaient bloquer le pays ont vite obtenu des concessions financières. Le syndicat national des pilotes a annoncé le 2 mars que « *l'âge légal de la retraite ne serait pas touché par la réforme* » et donc qu'ils pourront partir à taux plein à 60 ans[14]. Les routiers mais aussi les convoyeurs de fonds, les déménageurs, ... obtiennent 2 jours avant la grève du 7 mars, que le gouvernement prolonge jusqu'en 2030 leur congé de fin d'activité, une sorte de régime spécial alors que leur suppression devait être votée. Ils peuvent quitter le travail 5 ans avant l'âge légal en conservant 80% à 100% du salaire net[15]. Donc plus de barrage filtrants !

D'autres catégories de fonctionnaires ont, eux aussi, obtenu des aménagements afin de diviser et d'affaiblir les gros bataillons ouvriers.

Du côté de la base malgré la colère et des débordements ici où là, la classe ouvrière n'a pu s'organiser à la base avec des comités de lutte, des comités de grève et des coordinations. La classe ouvrière n'a jamais pu créer un véritable rapport de force[16]. Pire, les soit-disant mouvements spontanés comme celui de la Place de la Concorde le soir du 16 mars suite à l'application du 49-3 (article de la constitution qui permet de valider la loi sans un vote) avaient été prévus par l'Union syndicale Solidaires de Paris. Il en fut de même pour les autres manifestations même violentes à travers la France. Il s'agissait de quelques syndicats à la marge qui avaient plus la fibre ouvrière.

Pour la première fois les coordinations et assemblées ont été largement détournées de leur but avec des décisions prises à l'avance. Par exemple, plusieurs AG votent comme le syndicat des pompiers du Rhône (17 janvier) la motion suivante :

« *Pour gagner la question n'est pas de durer le plus longtemps possible, mais de taper le plus fort possible tous ensemble pour gagner le plus vite possible, et pour cela le mot d'ordre doit être : Grève générale jusqu'au retrait. La Confédération de la CGT doit appeler immédiatement à la Grève générale jusqu'au retrait du projet*. »

Il en est de même, le 31 janvier, pour l'AG de l'enseignement supérieur de Lyon ou pour l'AG des travailleurs du traitement de l'eau de l'agglomération de Nantes. Il en eut beaucoup d'autres motions dans ce style puis les

14 *Le Canard enchaîné,* 22 mars 2023.

15 D'après *Les Échos du* 10 mars 2023, le ministre s'est vanté en parlant d'un « engagement majeur... auquel peu de syndicats s'attendaient ».

16 Qu'on s'entende bien, l'échec du mouvement et les manœuvres des syndicats n'ont été possible que du fait de la faiblesse de la classe ouvrière qui n'a pas établi un rapport de force en s'auto-organisant à la base mais aussi par le manque de direction politique fournie par de réelles organisations politiques.

syndicalistes et les gauchistes se sont appliquées à ce que ces motions n'aient aucune application. Par contre ils ont entraîné les ouvriers ou les étudiants à des actions « radicales » sans lendemain, qui sur un rond-point, qui sur des rails pour bloquer les trains, qui sur des bretelles d'autoroutes, etc....

Au-delà de ce mouvement contre la réforme des retraites, les attaques ne vont pas cesser de pleuvoir car la crise économique est toujours présente, l'augmentation des prix des produits de première nécessité continue et la bourgeoisie va devoir payer sa marche à la guerre ainsi que la mise en marche forcée des usines d'armement. La bourgeoisie prévoit les mesures à courte vue, pour l'instant elle a passé un cap. Par conséquent, les luttes vont immanquablement reprendre et les ouvriers devront tirer les leçons de ce nouvel échec provoqué par un suivi aveugle des syndicats.

Du côté du pouvoir d'État

Les médias nous abreuvent de la crise institutionnelle ou de la crise à la tête de l'Etat. Encore un enfumage. La classe ouvrière n'a pas à s'intéresser à ce charivari. La bourgeoisie trouvera bien une solution à sa crise institutionnelle, ce n'est pas à nous à disserter sur cette question. De plus, rien ne changera après le départ de la Première Ministre Borne ou même du départ de Macron. Rien ne changera non plus avec un nouveau parlement comme la NUPES (dite d'extrême gauche) tente de nous le faire croire.

Déjà l'on voit que le patron des patrons Geoffroy Roux de Bézieux sur France Info montre qu'il voudrait une autre orientation à la tête de l'Etat. En termes joliment dit, il le fait savoir lors de l'interview du lundi 27 mars. Il proclame par rapport à l'index seniors, par exemple, que c'est « une vision bureaucratique, centralisée, presque soviétique du pays ». Grands dieux ! Où sommes-nous ? « On en a marre que l'Etat nous dise faites ce que je dis, pas ce que je fais. » poursuit-il en accusant son fondé de pouvoir, le Président de la République. Et plus loin : « Le gouvernement doit changer de méthode », pointant du doigt les relations entre l'exécutif et les syndicats. Vous ne rêvez pas, c'est le patron des patrons qui critique l'Etat parce qu'il ne tient pas compte du rôle « éminent » des syndicats ! C'est toute la politique de Macron qu'il faut donc revoir, si on le suit.

On le voit, toute la bourgeoisie même si elle se trouve dans une phase difficile, se positionne bien contre les travailleurs. La classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même pour apprendre à construire un rapport de force en sa faveur au lieu de s'abandonner à un sauveur suprême. Dans ce long combat, elle devra également compter sur ses propres organisations, qui font encore gravement défaut et qui seront absolument nécessaire demain, comme les dernières luttes viennent de le montrer encore une fois.

Nous avons perdu une bataille mais pas la guerre de classe ! L'histoire nous montre qu'un mouvement social, même anodin au départ, peut devenir incontrôlable et menacer l'ordre social existant.

Ol, 3 avril 2023



Notre tract de janvier 2023 – Bilan & Perspectives

Inflation, retraites, spirale guerrière… Seule la lutte ouverte et massive pourra stopper la descente aux enfers promise par le capitalisme

Alors que depuis des mois, les prolétaires voient leur salaire réel diminuer du fait de l'inflation et après une réforme de l'assurance chômage qui en restreint considérablement l'accès, réduit le montant et la durée des indemnisations, le gouvernement s'attaque une nouvelle fois à nos conditions de vie et de travail en reculant l'âge de départ à la retraite à 64 ans et en allongeant la durée de cotisation. Leur objectif est clair : diminuer les pensions !



Cette attaque intervient dans un contexte de crise économique d'ampleur, aggravée par les conséquences directes et indirectes de la guerre en Ukraine. En conséquence, partout dans le monde, la bourgeoisie cherche à pressurer davantage les prolétaires et à leur faire payer le prix de la crise pour sauvegarder ses profits.

Avec cette contre-réforme, la bourgeoisie veut non seulement faire des économies mais aussi porter un coup au prolétariat, briser ses velléités de révolte et le réduire à l'état de travailleur-citoyen s'identifiant aux intérêts du capital national et prêt à se sacrifier pour lui.

Camarades, prolétaires,

Nous n'avons pas à démontrer pourquoi il est impératif de rejeter cette nouvelle attaque, ni à proposer une réforme plus juste. L'équilibre des comptes de l'État bourgeois, la santé des entreprises ou celle de l'économie nationale ne sont pas notre affaire ! Les concessions, droits ou avantages obtenus dans l'intérêt des travailleurs sont déterminés par la lutte, le rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie dont les intérêts sont radicalement opposés. Rien n'est acquis, tant que le capitalisme durera, il cherchera à reprendre ce qu'il a été contraint de céder. Réfléchissons plutôt à organiser notre riposte !

Ne comptons que sur nous-mêmes. Les expériences des luttes passées ont montré qu'il n'y avait rien à attendre des directions syndicales et de leur pratique de collaboration de classe. Elles sabotent les luttes en les isolant et en organisant des journées d'action inoffensives, pendant qu'elles négocient en notre nom avec notre ennemi de classe.

- Dès demain, reconduisons la grève. Organisons-nous à la base, constituons des comités de lutte et décidons des suites à donner à notre mouvement.
- Organisons des délégations afin d'étendre la lutte aux autres entreprises et administrations proches.
- Regroupons-nous, prenons contact et poussons en avant la discussion. Affirmons qu'au-delà de cette importante étape de lutte, seule une perspective communiste pourra assurer la survie de l'humanité et de la vie sur Terre face au chaos du capitalisme.

Seule une lutte massive unissant toutes les catégories, en rupture avec les pratiques syndicales, et défendant uniquement nos intérêts de classe, peut faire reculer la bourgeoisie et marquer le départ d'une lutte offensive contre le capitalisme.

Suède : La grève sauvage des trains de banlieue montre la voie à suivre

Le lundi 17 avril, les conducteurs des trains de banlieue de Stockholm ont entamé une grève sauvage. La grève avait été annoncée le samedi précédent pour durer jusqu'au mercredi 19 avril à minuit. Son objectif était de maintenir la présence de contrôleurs dans les trains que la société gestionnaire des trains de banlieue, MTR, souhaite supprimer. La MTR a également reçu le soutien des politiciens de la région de Stockholm, qui sont en fin de compte responsables des transports de banlieue et entendaient avec cette mesure économiser de l'argent. Cette grève est la première du genre en Suède depuis longtemps. On estime que 150 à 200 conducteurs sont concernés, ce qui a entraîné l'interruption d'environ 80 % du trafic de la ville. Elle a eu un grand impact dans les médias et le soutien semble important. Une collecte de soutien a été organisée pour les grévistes, qui a rapporté 1,8 million de couronnes suédoises en quelques jours seulement, par « l'Association de solidarité des travailleurs » (Förbundet Arbetarsolidaritet).



A gauche : "Vive les grèves sauvages, ne touchez pas à mon train" (affiche d'une réunion de solidarité avec les conducteurs de train. A droite, "le syndicat a trahi les conducteurs", (affiche d'un piquet de grève).

Mais il y a des points d'interrogation. Pourquoi, en ces temps de forte inflation et de crise du coût de la vie qui en découle, ne pas soulever la question des salaires ? Il faut également réfléchir à la manière dont les grévistes communiquent sur le conflit : les contrôleurs doivent conserver leur emploi et sont nécessaires pour ne pas alourdir la charge de travail des conducteurs de train. Mais ils se sont surtout concentrés sur les questions de sécurité pour les passagers. C'est peut-être vrai, mais cette insistance manifeste un certain renoncement des travailleurs à se battre pleinement pour leurs propres intérêts. Aucun appel n'a été lancé en faveur de grèves de solidarité ou d'autres actions visant à élargir les revendications de manière à renforcer la lutte. Par exemple, une petite grève a eu lieu parmi les chauffeurs de taxi à Umeå, mais aucun signe de solidarité ni slogan commun n'a été observé.

Auto-organisation

Ce qui est surtout impressionnant et important dans cette grève, c'est le degré d'auto-organisation : lors de l'assemblée générale du vendredi 14 avril, les travailleurs ont élu leur propre comité de grève et ont préparé la grève. De notre point de vue, il est, en effet, impératif que nous organisions notre propre lutte en dehors des syndicats. Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. C'est évidemment ainsi que les conducteurs de train ont vu les choses, et c'est pourquoi ils ont développé un degré d'auto-organisation aussi impressionnant. Cette grève a également suscité l'intérêt et la solidarité de larges couches de la population, comme le montre le fonds de grève de 1,8 million d'euros.

Nous devons étendre la lutte pour construire un meilleur rapport de force

Plusieurs leçons peuvent être tirées de cette lutte, qui sont également valables pour la plupart des autres situations de lutte auxquelles la classe ouvrière sera confrontée. Nous ne pouvons évidemment pas prédire si la grève réussira ou non, mais il est difficile pour un groupe isolé de travailleurs se battant à

l'écart des autres secteurs de mener la grève à la victoire. En tout cas, si la grève porte uniquement sur une augmentation de salaire de quelques couronnes par heure. Il existe plusieurs exemples de ce type dans l'histoire.

Le plus connu est sans doute la grève des mineurs en Grande-Bretagne au milieu des années 1980. Les mineurs étaient très motivés et militants, et avaient fait échouer les tentatives du gouvernement de réduire les salaires et les emplois en 1974 et 1981. Mais le gouvernement avait tiré les leçons des grèves précédentes et rendu plus difficile la solidarité avec d'autres travailleurs (comme les cheminots), puisque le charbon était désormais transporté par des transporteurs routiers privés, tandis que d'autres syndicats (en particulier le syndicat des métallurgistes) isolaient les mineurs d'une solidarité potentielle avec d'autres travailleurs. Les mineurs eux-mêmes pensaient remporter une nouvelle victoire et se sont régulièrement battus contre la police, mais après plus d'un an au cours duquel la grève n'a eu que peu d'impact matériel, ils ont été contraints de capituler, puis l'industrie a été décimée. La stratégie de la grève isolée et puissante menée jusqu'à la victoire en solitaire n'est plus qu'un rêve. Ce que nous devons faire aujourd'hui, c'est étendre la lutte à plusieurs groupes de travailleurs et à d'autres secteurs.

Lorsque la lutte est massive et inclut plusieurs secteurs, un nouvelle dynamique et un meilleur équilibre des forces se créent. La bourgeoisie commence alors à avoir peur et nos chances de repousser les attaques augmentent considérablement. Nous n'y parviendrons que si nous élargissons les revendications à des questions qui ont un intérêt général pour tous, afin que d'autres travailleurs puissent s'y s'identifier. La question des salaires est centrale pour la plupart des travailleurs, qui ont subi une réduction considérable de leur salaire réel : en dépit d'un accord sur des augmentations de 7,4 % sur deux ans, l'inflation a dépassé 10 % sur l'année. Par conséquent, nous devrions envisager de mettre cette question à l'ordre du jour afin d'étendre la lutte.

Nous sommes bien sûr conscients que la généralisation de la lutte est un défi pour la classe ouvrière, mais c'est néanmoins une nécessité pour pouvoir la faire avancer et pour pouvoir repousser les attaques et mesures d'économie de la bourgeoisie. Ce besoin implique une large préparation, en particulier la nécessité pour les travailleurs d'en discuter et de créer, si possible, des comités de lutte informels pour faire avancer ces idées et préparer la lutte (par la diffusion de tracts, etc). De notre point de vue, l'auto-organisation et l'extension de la lutte sont les points principaux. C'est la voie à suivre pour la classe ouvrière en lutte et nous devons commencer à faire les premiers pas sur cette voie. Mais ces premiers pas difficiles ne seront pas suffisants si les secteurs les plus combatifs de la classe ne lient pas leur lutte à la perspective de la destruction du capitalisme.

Franz et Josef, sympathisants de la TCI en Suède

« Synthèse très subjective du mouvement contre la 8ème contre-réforme des retraites »

Note de B&P : l'article qui suit est extrait d'un bilan du mouvement réalisé par un correspondant de la région de Toulouse. Le point de vue défendu ici se distingue par la recherche de l'autonomie dans la lutte, en contraste avec les syndicats qui ont tenté et réussi à encadrer la combativité du prolétariat. Il confirme ce fait que nous avons souligné dans ce dossier : ce mouvement avait « comme un air de déjà vu ». Par ailleurs, il appelle justement « à clarifier les enjeux. Et débattre, en OUVRANT des lieux de discussion dans les quartiers, les entreprises, les lieux d'étude ».

A ce titre, notons que nous sommes également en désaccord sur plusieurs points de la démarche du camarade. Nous ne croyons pas que, d'une certaine façon, un surcroît d'activisme des militants révolutionnaires aurait pu dépasser les limites du mouvement. Cet effort tendrait plutôt à se traduire, comme c'est suggéré par la référence au « peuple de gauche », en suivisme des organisations qui préparaient le désarmement politique de notre classe (défense de la démocratie, fixation sur le 49-3, syndicalisme, etc.) L'affirmation du prolétariat passera, plutôt que par des expédients tactiques et de court terme, par un cheminement de la classe en rupture avec les organisations bourgeoises. Puissent les révolutionnaires répondre à l'effort d'intervention autant que de clarification nécessaire pour étendre la conscience de classe !

« **Ne voulant FORTIFIER la justice, ils ont JUSTIFIE la force** (d'après Pascal – *Pensées*) »

Il y a 10 ans, quelques rescapé(e)s d'une Assemblée Populaire pondaient une brochure[17]. Aujourd'hui, devenu révolutionnaire de saloon, je me suis contenté de surfer quelques infos et de distribuer 4 blasphèmes. C'est donc dans un contexte de crises multiples mondiales que s'ouvre le bal contre la énième réforme des retraites. A Toulouse, comme ailleurs sans doute, 3 couples de danseurs sont à l'œuvre : le Préfet et ses soudards ; l'Intersyndicale et ses manifestants ; la Base et ses camarades. Pour le dire autrement, l'éléphant local qui réunira entre 60 et 120 000 personnes est régulièrement cornaqué. Mais les différentes fourmis (noires, rouges, vertes et arc-en-ciel) qui constituent l'ossature des manifestations ne sont pas toutes prêtes à faire un tour de manège puis à se disperser pour attendre le prochain coup de sifflet. Ces manifestations pacifiques sont-elles d'ailleurs si dérisoires face au monde que les exploiteurs nous préparent chaque jour un peu plus ?

Dès le début de la mobilisation (19 janvier), un texte disponible sur le site IAATA donne le ton : « *Nous le savons tous, la lutte qui nous attend ne se limite pas à la question des retraites. C'est l'ensemble de la vie qui est beaucoup trop cher. Le mouvement des Gilets Jaunes a ouvert la voie vers une façon de lutter qui ne reste pas dans les clous des défilés inoffensifs : blocage sauvage de l'économie, manifestations non déclarées, attaque des infrastructures de l'État.* [...] *Ce n'est pas la perspective qu'ont les syndicats, mais plus encore, ils ont peur de la rue.* [...] *Retrouvons-nous pour construire une force révolutionnaire à la hauteur des enjeux de notre temps. Organisons partout des blocages, partons à l'offensive sans personne pour nous diriger ou nous représenter. Construisons la force d'un mouvement offensif auto-organisé que personne ne peut contrôler. Soyons inarrêtables. [...] RDV Vendredi 20.01 à 18h 30 à La chapelle, pour une assemblée de lutte ou assemblée d'action autonome.* »

Malheureusement, l'éventuel débordement n'a pas lieu et la litanie des journées d'action va s'enchaîner jusqu'au 6 juin. Malgré le contrôle multicouches et massif, unitaire de l'IS – l'Intersyndicale nationale, excusez du peu, réunissant CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, l'Unsa, Solidaires et FSU – on peut quand même distinguer DEUX frictions qui auraient pu bousculer le schéma d'ensemble :

- le 7 mars, certains secteurs stratégiques votent la **grève reconductible** en espérant être suivis par d'autres. Mais la CGT tient à ne pas trop mélanger ses ouailles, à privilégier piquets statiques et non dynamique du piquet volant. Ainsi n'aurait-il pas fallu profiter de l'abcès de fixation d'ENEDIS, zone Fondeyre, pour essayer d'aller convaincre les employés alentour ? Ces secteurs en reconductible (Énergie, SNCF, Éboueurs ...), qui semblent constituer des « nœuds » de blocage du flux capitaliste, servent en tous cas de lieu de ralliement aux éléments les plus déterminés mais aussi de bonne conscience (procuration) à tous ceux qui sont rentrés chez eux ou continuent à huiler les rouages du quotidien. En effet, aujourd'hui bien plus qu'hier, l'État bourgeois se prépare aux conflits et peut bénéficier de l'aide de ses voisins immédiats voire lointains (il peut ravitailler les pompes avec du gasoil espagnol ou belge ; il peut

17 http://cras31.info/spip.php?article926. Voir aussi *Semaines Agitées*, éditions KIBRIT 2011.

acheter des grenades lacrymogènes en Allemagne s'il a épuisé son stock ; il peut bénéficier de snipers mercenaires qui, une fois leur mission de terreur remplie, reprennent tranquillement l'avion – épisode tunisien de 2011, entendu à la radio !). Donc, chaque lutte importante va se heurter à l'international même si l'on n'en a pas conscience ; de même, le mouvement contre cette énième réforme est sans nul doute scruté avec attention par une partie des prolétaires à l'international. D'autres secteurs du public, anciennement enthousiastes, sont aujourd'hui essorés (l'Hôpital mangé par le Covid et les « suspensions ») et en voie de renouvellement (jeunesse du personnel, conditions de travail dégradées, moins de réflexes collectifs ...) comme dans l'EN. Ces deux derniers secteurs, massifs sur le papier, semblent émiettés ? Enfin, FO, au moins sur Toulouse, a clairement retenu ses troupes (Airbus et bus Tisséo).

- Fin mars, **quatre imprévus** auraient dû nous booster : le 49-3, Sainte-Soline, l'arrivée d'une fraction de la jeunesse étudiante, et le saut répressif. Le carnaval institutionnel ne suffisant pas, l'État serre la vis. Il s'agit de passer en force et de ne plus tolérer les cailloux dans les godillots, comme une éventuelle nouvelle ZAD. En tous cas, pour Claire Dujardin, l'avocate de la mère de Rémi Fraisse, *« aucune leçon n'a été tirée depuis la mort de Rémi. L'État fait toujours mine de découvrir la dangerosité de ces armes et les remplace dès que la polémique est trop forte par d'autres grenades tout aussi problématiques. La France ne sait pas faire sans ces armes de guerre. Cela questionne le fonctionnement du maintien de l'ordre, mais aussi notre démocratie ».*

- Aujourd'hui, une grosse poignée d'irréductibles continue **la « casserolade ».** Ces concerts ont le mérite de montrer le fossé existant entre gouvernement actuel et fraction du « peuple de gauche », de refuser la pause. Cette résistance passive ne suffira pas si l'on ne tire pas toutes les leçons du mouvement présent. Pour faire face au WarState, aux groupuscules fascistes et aux faux amis, pour passer à l'offensive, il faut clarifier les enjeux. Et débattre, en OUVRANT des lieux de discussion dans les quartiers, les entreprises, les lieux d'étude, des lancinantes questions : quels sont nos besoins radicaux ? Quelle légitime défense opposer à la violence « légitime » étatique ? Comment rapprocher vraiment fin du mois et fin du monde ? Quelle coordination construire pour remplacer l'IS ? ...

Le passé ne repasse jamais ses plats. Pourtant on a pu avoir l'impression que le printemps 2023 avait un air de ressemblance avec l'automne 2010. Piquets de grève devant les raffineries ou chez les éboueurs, blocages des ronds-points, manifs monstres et autres caisses de grève, tentatives de construire des AG Interpro ou AG de lutte, comme un air de déjà vu ! Mais l'État, contraint par les enjeux capitalistes mondiaux, n'a plus tellement envie de rigoler, et une forte minorité du « peuple de gauche », conscient des défis environnementaux (Covid, climat, eau douce ...) et économiques (inflation, énergie, régression sociale ...) n'a plus envie de se laisser balader. Mais pendant que Sophie Binet claironne que « [nous] *avons remis le syndicalisme au centre et la CGT à la place qui est la sienne, avec près de 30 000 personnes qui nous ont rejoints depuis le début du mouvement.* » (Libé, 28/4/23), quelques zouaves ont encore essayé de faire autrement.

« Le monde appartient aux optimistes, les pessimistes ne sont que spectateurs. » (F. Guizot). Face aux contradictions croissantes du capitalisme, la lutte continue.

Sur la fonction anti-ouvrière des syndicats et les voies d'une véritable lutte de classe

extrait de la plate-forme de la TCI[18]

Les syndicats sont des organes de médiation entre le capital et le travail. Ils sont apparus dans l'histoire comme des organes de négociation du prix de la force de travail. Ils n'ont jamais été ni ne sauraient donc être des instruments permettant de renverser l'État bourgeois. À l'époque impérialiste, les syndicats – quelle que soit leur composition sociale respective – sont des organisations qui travaillent à la préservation du capitalisme, tout particulièrement dans les moments cruciaux où celui-ci est menacé.

Les syndicats combatifs ou « de base », qui se présentent comme une alternative radicale et se posent en opposants aux syndicats officiels, sont devenus des armes redoutables. Ils s'inscrivent en effet pleinement dans la fonction de marchandage. Ils entrent également en conflit les uns contre les autres et contribuent de ce fait à entretenir la division de la classe ouvrière. Incapables de s'extraire de la logique de négociation pour soutenir la lutte de classe révolutionnaire, ils deviennent inévitablement des obstacles à l'élargissement de la lutte prolétarienne et, par dessus tout, à la maturation de la conscience politique et de l'organisation révolutionnaire anticapitaliste. Il s'ensuit que les révolutionnaires ne se proposent pas de conquérir les syndicats ni même de les transformer en organes révolutionnaires. Partout, la révolution prolétarienne devra combattre les syndicats car ils seront les bastions de la contre-révolution.

L'expérience de la dernière vague révolutionnaire et de la contre-révolution qui l'a suivie a rendu absolument clair, pour les marxistes révolutionnaires, ce fait : le syndicat n'est pas ni ne peut devenir l'organe de lutte de masse grâce auquel la minorité politique de la classe (le parti) peut propager son programme et ses slogans à la classe dans son ensemble. De tels organes de masse, dont la double nature d'organes de lutte et de pouvoir a été établie par la théorie marxiste, apparaissent dans des situations de développement de la lutte des classes. Historiquement, ils sont apparus sous la forme de communes ou de soviets (conseils). Tout comme les communistes ne peuvent exercer une une force déterminante que dans des situations exceptionnelles, les organes de masse que la classe ouvrière crée et qui rendent possible cette force ne naissent que dans des périodes de lutte montante.

En dehors de ces situations, le parti doit travailler à étendre son influence et à soutenir l'avant-garde de la classe. Le devoir permanent des communistes est de participer aux luttes ouvrières, de les stimuler et de montrer le chemin à suivre. La capacité des luttes à s'étendre du niveau immédiat duquel elles ont surgi vers l'arène la plus large, celle de la lutte politique contre le capital, dépend de la présence active des communistes sur les lieux de travail. C'est l'objectif de l'organisation communiste que de regrouper les travailleurs conscients sur les lieux de travail, non pas en vue d'une activité syndicale mais pour constituer une relation directe entre le parti et les larges masses de la classe ouvrière.

Une police de guerre civile

Il semble que nous n'en soyons plus à réclamer l'application de la loi et le respect des droits de l'homme comme le fait, en bon humaniste, La Ligue des droits de l'homme[19]*. « On est dans une stratégie d'écrasement de la contestation passant par les escadrons de CRS et de gendarmes mobiles, mais aussi les BAC et d'autres*

18 https://www.leftcom.org/fr/articles/2020-10-01/plateforme-de-la-tendance-communiste-internationaliste

19 Le Ministre de l'intérieur cherche d'ailleurs à sanctionner cette association en « regardant » les subventions que lui accordent l'État...

unités non-formées au maintien de l'ordre, sans parler de l'exhumation des voltigeurs en BRAVs, ou encore de l'affaire Benalla dans le rôle d'officier de réserve tendance barbouze. » (Entretien avec Michel Kokoreff, sociologue).

Il est donc vain de vociférer contre les violences policières puisque c'est au-delà des violences policières que le gouvernement français se positionne. Effectivement ce qui s'est passé à Sainte-Soline montre bien vers quoi s'oriente le pouvoir avec la militarisation du « maintien de l'ordre ». Cela se voit très nettement, « à la fois dans son apparence, son équipement et son armement de plus en plus sophistiqués, le souci de protection des forces de l'ordre, les dispositifs de quadrillage de l'espace urbain, voire l'usage de blindés comme à Notre-Dame-Des-Landes, ou lors des Gilets jaunes sur les Champs-Élysées. On n'est plus dans des missions de « préservation de "l'ordre public", on est dans autre chose qui relève de logiques militaires. Il n'y a pas plus d'adversaires mais des ennemis... » (Kokoreff) Nous avons pu entendre d'ailleurs un officier supérieur de gendarmerie à Sainte-Soline parler d'ennemis à propos des manifestants[20]. L'on sait que c'est la hiérarchie supérieure qui prend les décisions d'intervention, ainsi on a appris qu'à Sainte-Soline les instructions données étaient hors de proportion avec la réalité sans compter l'ordre donné de ne pas laisser passer les secours pour les blessés. Jean-Louis Debré, ancien ministre de l'Intérieur dira à propos des ordres de Darmanin (ministre actuel de l'intérieur) : « Avec lui, tout le monde est un terroriste ! Il est celui qui incarne un changement de pied. Il veut faire peur aux gens qui manifestent »[21] Et Jean-Louis Debré n'est pas un dangereux « gauchiste » !

Voilà un autre axe du pouvoir actuel, terroriser la population et lui montrer les dangers qu'il y a de manifester et à se battre pour obtenir de simples améliorations de son niveau de vie. Sainte-Soline est la préfiguration de ce que les médias *mainstream* nous serinent tout le temps depuis l'épisode des Gilets jaunes : la défense de la « violence légitime » de l'Etat. Or, la nouvelle doctrine du maintien de l'ordre depuis 2018[22], c'est aller à l'affrontement avec ceux qui manifestent. Il y avait à Sainte-Soline 3200 agents des forces de l'ordre, un canon à eau, deux hélicoptères, des blindés qui tirent des grenades, des drones, des quads, des camions bâchés pour protéger et défendre... une bassine ! Quel ridicule quand on songe à l'enjeu ! C'est la guerre contre la population que nous avons eu sous les yeux et qui va se renouveler.

Ce fut la terreur, la guerre avec une pluie de 4000 grenades en 2 heures soit plus de 30 grenades à la minute. Parmi ses grenades, il y eut plus 260 grenades explosives (les G2ML) soit plus de 2 à la minute. La gendarmerie a aussi utilisé des grenades de désencerclement (GMD) et effectué plusieurs tirs non-réglementaires avec des lance-grenades Cougar qui ont blessé de nombreux manifestants. Il y eut 200 blessés dont 40 graves et deux personnes dans le coma.

Pourquoi cette politique ? Parce que l'Etat se sent assiégé par une société qui n'accepte plus la situation sociale et politique. La bourgeoisie le sait et s'attend à des luttes violentes dans le futur. Elle se prépare. Elle a effectué pour les gendarmes et les CRS, une commande record de 10 millions de grenades lacrymogènes[23] en décembre juste avant la lutte contre les retraites.

Pour l'instant l'Etat français tient bien en main sa police. Même si, ici ou là, il peut exister des réactions de rejet aux ordres donnés. Certains policiers ne comprennent plus ce qu'on leur fait faire comme le démontre ce témoignage, rapporté au *Monde*[24], d'une sincérité brute. Une policière mobilisée depuis le début du mouvement des « gilets jaunes » n'en est pas à

20 « Un jour à Sainte-Soline » : le film de la journée à partir d'images et de vidéos dispersées.

21 *Marianne,*13 avril 2023.

22 Malgré les protestations du Ministre, on constate une **Hausse de plus de 200 % de l'usage de LBD et grenades de désencerclement par la police en 2018 ,** *Le Monde,* 13 juin 2019.

23 *Le canard Enchaîné* 22 décembre 2022.

24 *Le Monde,* 13 mai 2019.

sa première munition de la journée : « J'avais déjà tiré plusieurs fois, des tirs justifiés, sur des personnes en train de commettre des infractions », raconte-t-elle à l'un de ses amis. La suite, elle ne sait pas très bien comment l'expliquer. « J'ai mis la cartouche, j'ai vu un manifestant, j'ai visé la tête et j'ai tiré, sans raison. » La cible, touchée sans gravité, prend la fuite. La policière, elle, reste avec ses questions : « Je ne sais pas du tout pourquoi j'ai fait ça. » Voilà où l'on en arrive quand le pouvoir laisse la force brute s'exprimer.

Par ailleurs, il ne faut pas s'attendre à l'intervention des structures internationales. Elles sont là pour masquer à nos yeux la brutalité de la répression étatique qui est la caractéristiques de tous les États. En principe la bourgeoisie ne nous fait jamais de cadeaux mais sa politique est plus sournoise et plus diplomatique.

Elle réprime mais en y mettant le formes afin de ne pas se mettre en danger d'agir comme le ferait de vulgaires pays autoritaires. D'ailleurs quand une de ces fractions dépasse les bornes, elle reçoit des critiques. C'est le cas de l'ONU[25] qui a demandé à la France d'enquêter sur « l'usage excessif de la force » en 2019 en citant la France entre le Venezuela et Haïti. Quelle claque pour le pays des droits de l'homme.

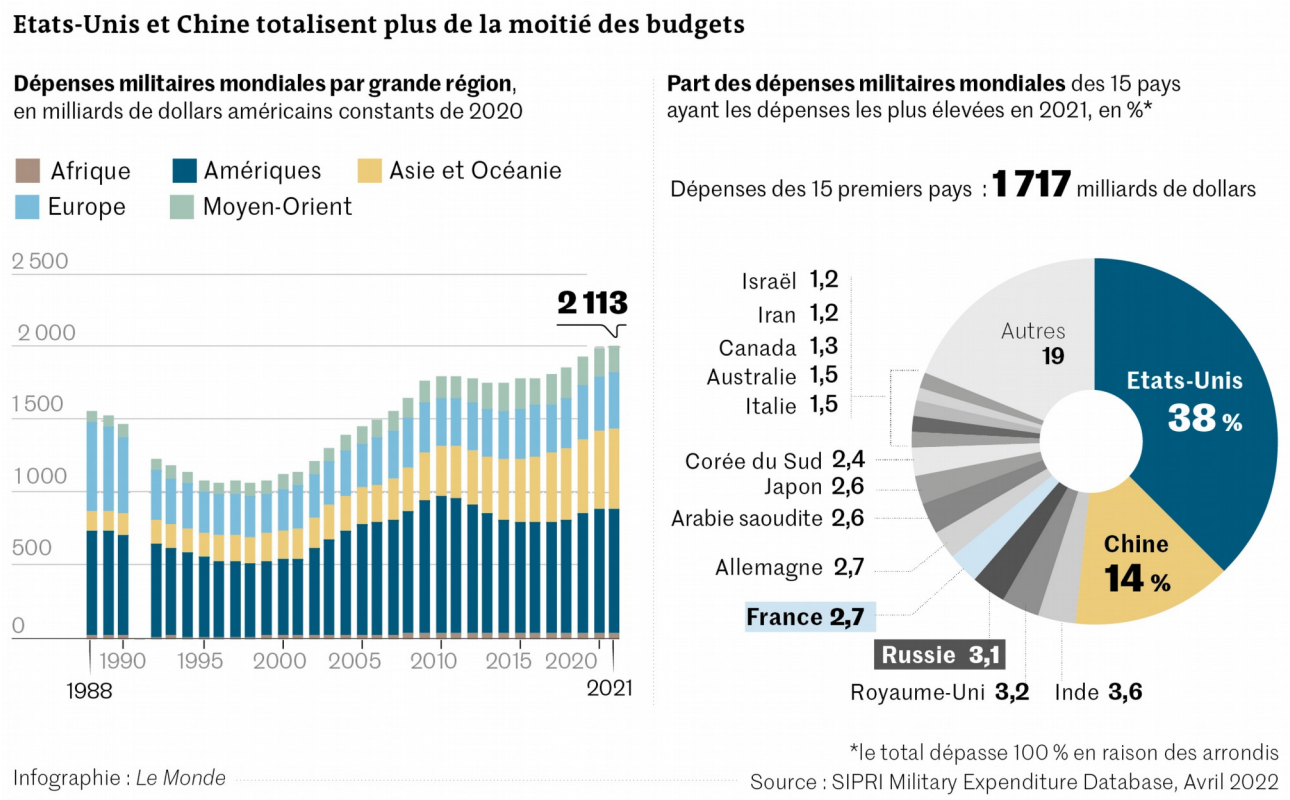
Benjamin Griveaux, alors porte-parole du gouvernement, s'était étonné de voir la France citée « dans une liste entre le Venezuela et Haïti, où il y a eu des morts ». Et à nouveau en 2023, c'est au tour de la commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovic, de s'alarmer, vendredi 24 mars, d'un « usage excessif de la force » envers les manifestants contre la réforme des retraites, appelant la France à respecter le droit de manifester.[26] De toute façon ce n'est pas nouveau. La France a déjà été condamnée pour son usage excessif et répété de la force dans son protocole de maintien de l'ordre par la Cour européenne des droits de l'Homme en 2017 puis en 2019.



25 *Le Monde,* 6 mars 2019.
26 France 24, 24 mars 2023.

La marche à la guerre

Il faut être naïf pour croire que le « grand réarmement », selon le titre de Marianne1, n'est pas du tout prévu pour la guerre mais pour on ne sait quelle paix perpétuelle. Cette croyance se retrouve chez un certain nombre de révolutionnaires qui ne croient pas à la marche à la guerre à cause d'un soit-disant équilibre de la terreur ! Or, il suffit de lire les documents officiels et stratégiques des Etats eux-mêmes pour être persuadé de l'apocalypse qui vient. Après avoir noté les sommes pharaoniques attribuées aux armements, nous aborderons la question de l'économie de guerre.



I – Développement des budgets militaires

Commençons pas la France. Un document de référence qui doit guider jusqu'à l'horizon 2030 les politiques de défense et les investissements liés, a été présenté par le Président Macron en novembre 2022[27]. Dans son discours de Toulon, il assuré que « *la période n'est pas au temps calme, mais au gros temps* ». Pointant « *un saut sans précédent dans l'univers hybride* », c'est-à-dire les conflits « *impliquant à la fois des opérations militaires et des opérations d'influence et de stabilisation* ». Si l'on décrypte ce langage de bois, l'on comprend qu'il s'agit de prévoir des guerres d'une autre nature que des interventions ponctuelles dites de « maintien de la paix ou de l'ordre » coutumières de la France en Afrique ou au Moyen Orient. D'ailleurs, le Président a utilisé le terme de « *guerre de haute intensité.* » On ne peut être plus clair ou plus hypocrite.

27 https://www.lepoint.fr/societe/macron-a-toulon-ce-qu-il-faut-retenir-de-la-nouvelle-strategie-de-defense-09-11-2022-2497132_23.php



Dans *La revue nationale stratégique* de 2022, on lit parmi un langage abscons et technocratique [28] que la stratégie sera de : « *préparer en profondeur l'État aux crises ; développer des ressources humaines et des capacités matérielles pour faire face, en intégrant une réflexion globale sur la question des stocks stratégiques et la diversification des sources d'approvisionnement ; et adapter la communication publique* ». Dernièrement dans son discours du 20 janvier Macron a rappelé l'effort de 295 milliards d'euros consacré à la dernière loi de programmation quinquennale afin de « réparer » les armées.

Et d'être encore plus ambitieux en transformant les armées, grâce à la future loi de programmation militaire de 2024-2030 « *dotée de grands moyens et un effort budgétaire considérable : 413 milliards d'euros* ». Ce qui est notable c'est comme dans tous les pays la hausse régulière des budgets militaires en 20 ans de 17%.

La France n'est pas seule dans cette escalade mortifère. L'Allemagne et le Japon, les deux pays vaincus de la Deuxième guerre impérialiste qui jusqu'à présent défendaient une doctrine anti-guerre, symbolise aujourd'hui le grand retour au réarmement.

Dans la nouvelle Constitution du Japon il était écrit à l'article 9 du chapitre II « *... le peuple japonais renonce à jamais à la guerre... Il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aérienne...* » Faudra t-il modifier la constitution ? Tokyo vient d'annoncer que son budget militaire plafonné à 1% passera à 2% du PIB et d'ici 2027 le pays devrait investir 315 milliards d'euros dans ses forces d'autodéfense, soit un augmentation de 50% par rapport à la période 2017-2022. Mais l'Allemagne elle aussi a effectué un virage total quand le Bundestag a voté une enveloppe de 107 milliards d'euros pour la Bundeswerh.

Dans le monde, il en est de même

Avant de passer en revue ce qu'il en est pour les Etats majeurs, on peut noter l'escalade des dépenses militaires totale au niveau mondial. Elle a de quoi faire tourner la tête.

« **...***Parmi les nombreuses données du dernier rapport annuel sur les dépenses militaires publié, lundi 25 avril, par l'International Peace Research Institute de Stockholm* (Sipri) *: en 2021,* [on note que] *les dépenses militaires ont pour la première fois dépassé 2 000 milliards de dollars dans le monde pour atteindre 2 113 milliards de dollars (environ 1 947 milliards d'euros), en progression de 0,7 % en terme réel par rapport à 2020, dont la moitié pour les membres de l'OTAN. Les cinq pays les plus dépensiers par ordre décroissant (Etats-Unis, Chine, Inde, Royaume-Uni et Russie) représentent 62 % du total – avec une domination américaine écrasante*[29]».

Et l'on constate que c'est depuis le milieu de la décennie précédente que le monde se réarme, de l'Asie-Océanie à l'Afrique en passant par l'Europe, tandis que le Moyen-Orient et l'Amérique du Nord, déjà surarmés, marquent le pas. Par contre, la marche s'accélère en 2021. C'est la septième année consécutive de hausse, dans le monde, et la pandémie de Covid-19 n'a pas arrêté l'escalade, jusqu'à 2,2 % du produit intérieur brut (PIB).

28 http://www.sgdsn.gouv.fr/uploads/2022/11/revue-nationale-strategique-07112022.pdf

29 https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/04/25/les-depenses-militaires-poursuivent-leur-course-en-avant_6123525_3234.html

Les Etats-Unis sont les plus grands dépensiers (voir graphique ci-après) avec 858 milliards de dollars (soit un accroissement de 200 millions en dix ans). Ils ont axé les dépenses sur un effort de recherche et développement (R&D) de 24 % en termes réels depuis 2012, quand l'achat d'armes baissait de 6,4 %, car les technologies de nouvelle génération sont devenues le nerf de guerre. Ils veulent conserver leur suprématie sur la Russie et la Chine. La modernisation de l'arsenal nucléaire absorbe également une partie de cet effort, qui place le système de défense américain très au-dessus de ses ennemis potentiels.

En Europe, les deux autres poids lourds suivent la même tendance avec le **Royaume-Uni** : 68,4 milliards d'euros et la perspective de passer de 2% à 3 % du PIB et l'**Allemagne** avec 56 milliards d'euros avec la perspective de passer à 117 milliard d'euros en rupture de sa politique militaire traditionnelle d'après la deuxième guerre (ce que nous avons déjà souligné).

En Russie. Depuis l'invasion de l'Ukraine, le 24 février, ses dépenses militaires, sont en hausse de 2,9 % à 65,9 milliards de dollars, et pour la troisième année consécutive, pèsent 4,1 % de la richesse nationale, Et déjà au cours de l'année 2021, le budget consacrée à la « défense nationale » (achat d'armes, coût des opérations militaires...) a été revue à la hausse de 14 %.

Et même **l'Ukraine** s'était préparée à un conflit armé depuis 2014 après l'annexion de la Crimée, ses dépenses avaient progressé de 72 %.

La Chine poursuit son effort pour aligner ses forces militaires sur sa puissance économique, avec un budget des armées de 293 milliards, soit un bond de + 72 % en dix ans.
L'Inde, numéro 3 mondial, modernise son arsenal militaire en cherchant avant tout à développer une industrie militaire nationale en y orientant les deux tiers de son budget, qui a atteint au total 76,6 milliards d'euros en 2021.

II – L'économie de guerre

La guerre en Ukraine percute toutes les économies nationales. Tous les équilibres économiques, financiers, monétaires et industriels sont bousculés. La guerre russo-ukrainienne a sonné le tocsin pour tous les Etats impérialistes. L'industrie militaire fonctionne à plein rendement. Actuellement ce n'est pas suffisant pour approvisionner les fronts en munitions avec toutes les différentes catégories d'obus. Les stocks n'étaient pas prévus pour une guerre longue de « grande intensité ».


Le Monde

ACTUALITÉS ÉCONOMIE VIDÉOS DÉBATS CULTURE LE GOÛT DU MONDE

INTERNATIONAL · ARMÉE

Emmanuel Macron annonce une enveloppe de 413 milliards d'euros de financement des armées pour les sept années à venir

Le chef de l'Etat a dévoilé vendredi les grandes orientations de la future loi de programmation militaire 2024-2030, placée sous le signe de la « transformation des armées » sur fond de retour de la guerre en Europe.

Le président Macron a dernièrement lâché le terme « d'économie de guerre »[30] pour répondre à ses ambitions et rattraper le retard de la France. Mais il faut comprendre ce que cette orientation politique veut dire. Bien évidemment, il dit souhaiter faire de la France une puissance de premier plan... La nouvelle loi de programmation militaire (LPM) en est l'outil majeur avec 413 milliards d'euros supplémentaires en 5 ans de 2024 à 2030. Mais, en réalité, cette orientation va bien au-delà, il souhaite prendre une part active dans les futurs affrontements militaires majeurs.

Regardons ce que devient la nouvelle économie de guerre dans le monde.

30 *Le Monde*, 13 juin 2022. https://www.lemonde.fr/international/article/2022/06/13/economie-de-guerre-emmanuel-macron-demande-une-reevaluation-de-la-loi-de-programmation-militaire_6130125_3210.html



1 - Pour l'instant seuls les Etats-Unis peuvent tenir le choc face à la situation de guerre qui vient. En effet, lorsqu'on met en parallèle les dépenses de défense US de 858 milliards de $ avec le déficit budgétaire de 1 223 milliards de $ sur un an, on réalise que ces dépenses de défense comptent pour les deux tiers du déficit budgétaire annuel US et pour le tiers de l'endettement annuel US (près de 1 800 milliards de dollars en 2022.). Tout cela durera tant que le dollar gardera son statut de quasi monopole comme monnaie d'échange et de réserve au niveau planétaire. Pour la guerre, il n'y a aucun problème pour faire marcher la pompe à finance. Le « quoi qu'il en coûte » sera maintenu. Mais il faudra bien que quelqu'un paie un jour cette montagne de dettes et comme toujours ce sera les pays perdants, les pays alliés et au bout du compte les prolétaires qui subiront les charges.

De plus, les Etats-Unis viennent de mettre en place avec l'entrée en vigueur le 1er janvier 2023, suite au vote de la loi de réduction de l'inflation, des mesures de soutien favorisant les entreprises américaines : exit la libre concurrence et mise en place de mesures de guerre commerciale qui ont existé depuis le développement du néo-libéralisme et de la « mondialisation ». Il s'agit d'un paquet de 369 milliards de dollars de subventions et d'allégements fiscaux pour soutenir les entreprises soi-disant « vertes »[31] aux Etats-Unis. Les mesures de rétorsions envisagées par les autorités de l'UE vont très certainement conduire à une guerre commerciale transatlantique. Immédiatement Emmanuel Macron a lancé l'idée d'un « *Buy European Act* » en réponse aux mesures américaines. La présidente de la Commission Européenne, Ursula von der Leyen, a également préconisé des réponses à la démarche américaine. Au bout du compte, l'Europe passera sous les fourches caudines de « l'allié » américain.

2 - Et l'industrie... Prenons l'exemple de la France encore une fois.
Macron a appelé au renforcement de l'industrie européenne de défense qui doit être *« beaucoup plus forte »* au regard des besoins militaires accrus avec la guerre en Ukraine. *« Dépenser beaucoup pour acheter ailleurs n'est pas une bonne idée.* (...) *Nous avons besoin de renforcer une industrie et une base industrielle et technologique de défense européenne beaucoup plus forte et beaucoup plus exigeante »*[32]
On constate la nécessité du renforcement des industries d'armement et surtout le rapatriement de la force de frappe industrielle à l'intérieur des frontières nationales, la mondialisation n'est donc plus à l'ordre du jour. Il faut aussi prévoir les sources d'approvisionnement : minerais stratégiques (lithium, fer, etc.,), l'énergie : gaz, pétrole, etc. et enfin les ressources agricoles.

Il y a par ailleurs un problème d'approvisionnement en composants électroniques afin d'éviter les dépendances. Ainsi « *des réflexions sont ainsi en cours pour développer le recyclage du titane. Des discussions sur l'approvisionnement en semi-conducteurs menées avec les Etats-Unis pourraient, elles, aboutir avant la fin de l'année, espère-t-on à la DGA. Certains industriels craignent que Washington ne réquisitionne des matériels pour ses propres armées. « Ils se serviront les premiers en titane »,* s'était ému Eric Trappier, PDG de Dassault Aviation, le 30 mars à l'Assemblée nationale[33].

31 Maintenant tout est vert !

32 Déclaration lors de l'ouverture du salon international de la défense et de la sécurité terrestres et aériennes Eurosatory, au Parc des expositions, à Villepinte.

33 https://www.lemonde.fr/international/article/2022/06/13/defense-le-ministere-reflechit-a-requisitionner-le-secteur-civil-pour-refaire-ses-stocks-d-armes_6130033_3210.html

Mais la réflexion doit aller plus loin.
Selon *Le Monde* (*idem*), « *la direction générale de l'armement [en France] envisage par ailleurs de proposer un texte législatif qui permettrait de réquisitionner, dans certaines circonstances, des matériaux ou des entreprises civiles à des fins militaires. La plupart des entreprises de défense étant « duales », c'est-à-dire produisant également pour les besoins civils, ce texte, inspiré d'une législation américaine, leur permettrait de mobiliser leurs efforts vers la production militaire, sans que la France soit formellement en état de guerre.* »



3 – Les Etats-Unis, ont pris une longueur d'avance dans la guerre économique et la maîtrise de l'énergie, mais la domination par le feu demeure. Et pour cela il faut remettre l'industrie de mort en route. Déjà les États-Unis exportent 52, 5 milliards de $ d'armes soit autant que les autres grands pays vendeurs d'armes ce qui permet de garder les entreprises qui travaillent pour l'armement en ordre de marche. Et d'ailleurs le projet de loi a planifié les futurs achats en finançant chaque département militaire et chaque programme d'armement. La marine américaine recevra 32 milliards de dollars pour de nouveaux navires de guerre, dont trois contre-torpilleurs de classe *Arleigh Burke* et deux sous-marins de classe *Virginia*. Et le Pentagone est autorisé à acheter 36 avions F-35 supplémentaires, chacun coûtant environ 89 millions de dollars.
Ainsi « « *Une guerre des contrats d'armement dans la vraie guerre se prépare entre industriels européens et américains*[34] ».

4 – La Chine a son industrie de guerre dirigée vers la mer. Pour l'amiral Liu Huaqing, le « *père de la marine chinoise moderne* » qui a développé le concept d'une « *stratégie navale de défense au large* » en 1986, la Chine doit être capable de contrôler la zone maritime située à l'intérieur de la première ligne d'îles qui longe ses côtes et de mettre en œuvre une capacité de dissuasion sous-marine crédible. Celle-ci passe par une bonne maîtrise de l'intervention sous la mer et la capacité d'agir en permanence et partout sur le globe en 2050. Depuis 2000 la situation commence à changer. Le 27 avril 2017, le *Shandong* (type 001A ex-soviétique) également pourvu d'un *ski-jump* (tremplin pour les avions) a déjà été lancé. En moins de 12 ans, 2 autres porte-avions[35] de technologie et de tonnage croissants ont été mis à la mer. Le prochain devrait opérationnel en 2024. Pour mener des actions à plus grande distance, la marine dispose d'une centaine de bâtiments amphibies classiques au total dont une cinquantaine de 1 000 à 16 000 t. Ce n'est qu'en 2017 qu'elle a lancé la construction d'un bâtiment d'assaut de 40 000 t. Bref, on voit que sur le plan maritime la Chine commence à atteindre son but. Mais il y a tous les autres aspects, l'aérien, les missiles avec son système anti aérien : le produit star est le SN-6, ainsi que les drones et tous les autres systèmes de guerre électronique.

5 - En Russie les entreprises du secteur militaro-industriel, avait annoncé leur patron Sergueï Tchemezov, travaillent 24 heures sur 24 et vont continuer de le faire en 2023. « *Les entreprises impliquées dans les commandes publiques de défense travaillent jour et nuit et vont conserver ce régime l'année prochaine*[36] ». (Sergueï Tchemezov est le patron de l'entreprise d'État Rostec, une holding regroupant les principales industries de haute technologie russes, en particulier dans le domaine de la défense).
Nous pourrions multiplier les exemples car tous les pays se trouvent dans cette même

34 https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/03/28/une-guerre-des-contrats-d-armement-dans-la-vraie-guerre-se-prepare-entre-industriels-europeens-et-americains_6119394_3232.html

35 Le dernier est de technologie chinoise.

36 https://www.rfi.fr/fr/europe/20230103-l-économie-russe-fait-sa-mue-vers-un-modèle-d-économie-de-guerre

situation cataclysmique, sans compter tout l'armement nucléaire.

Le prolétariat va payer cette épouvantable fuite en avant dans la guerre mais aussi les répercussions dans leur chair d'abord mais ensuite dans leur vie de tous les jours. L'OCDE a déjà chiffré « *l'ampleur du choc de la guerre sur l'économie mondiale, l'OCDE a évalué à 2 800 milliards de dollars les pertes financières à anticiper l'an prochain* (2023) *par rapport aux prévisions antérieures à l'arrivée des chars en Ukraine*[37]. » A un moment où les nuages noirs s'accumulent : crise économique, crise climatique, crise agricole, inflation, etc., nous allons subir une baisse supplémentaire du PIB mondial dont directement de notre niveau de vie, ce qui accroîtra encore la misère de millions de personnes dans le monde.

Mais déjà les industriels de l'armement se frottent les mains. Certainement l'économie mondiale qui devait connaître une récession et une contraction, commence à montrer des signes d'amélioration. Les instances internationales de la bourgeoisie pensent que l'économie mondiale va échapper à la récession. Les « *ventes d'armement et de services militaires ont ainsi augmenté de 1,3% sur un an* [2019], *à l'heure où, dans le même temps, l'économie mondiale a chuté de plus de 3%* » souligne le SIPRI. Et « *le chiffre d'affaires des 100 entreprises* [d'armement] *est en hausse continue depuis 2015, avec une progression totale de 17%*[38] »

Pendant ce temps, les croque-morts sont déjà à l'œuvre. Le célèbre prédateur et fonds de pension BlackRock se porte candidat pour aider à la reconstruction de l'Ukraine. Définitivement, ce système est à abattre.



37 https://www.lepoint.fr/economie/le-monde-paiera-le-prix-de-la-guerre-en-2023-previent-l-ocde-26-09-2022-2491336_28.php

38 https://www.tf1info.fr/economie/ventes-d-armes-la-crise-du-covid-n-a-pas-empeche-les-geants-de-l-armement-d-enregistrer-des-contrats-records-en-2020-2203807.html

L’Hécatombe invisible : Enquête sur les morts au travail

Extrait de l’article d’Erwan (10 avril 2023), publié sur le site de la TCI : www.leftcom.org/fr

Lorsqu'il était ministre de l'économie en 2016, Macron a déclaré qu'il était plus risqué d'être entrepreneur que salarié, car on risquait de tout perdre. On se souviendra aussi qu'il a dit ne pas aimer la notion de travail pénible car ça donnait l’impression que le travail est pénible. Aurore Bergé a affirmé en 2019 qu'on ne meurt plus au travail. Il y avait eu 4 décès liés au travail dans les quelques jours précédant sa déclaration. En 2022, après la mort d'un travailleur dans les sous-sols de l'Assemblée nationale, Bergé, désormais chef du groupe LREM à la chambre basse, a accusé ses adversaires d'avoir instrumentalisé cette mort. Récemment, un ancien du PS devenu chef du groupe LREM au Sénat s'est couvert de ridicule à la télévision en déclarant que le travail n'était plus pénible parce que tout le monde utilisait des exosquelettes.

Chaque année, environ 1 million de travailleurs en France sont victimes d'accidents du travail. Le silence des médias sur la question est assourdissant. La France compte le plus grand nombre de morts au travail en Europe, avec 3.25 morts pour 100 000 travailleurs. En 2019, 804 morts ont été recensés, soit le double de l'Allemagne et de la moyenne européenne. La France est le seul pays de l'UE où le nombre de morts augmente, avec actuellement 1200 morts liés au travail (y compris de maladies professionnelles) par an (pp. 21, 209). Le travail précaire, le manque de formation, le recours à l'intérim, la sous-traitance, l’ubérisation, les entreprises déresponsabilisées et la dégradation des conditions de travail sont en cause.

Matthieu Lépine, enseignant d’histoire-géographie en Seine-Saint-Denis, recense depuis 4 ans les morts au travail en France pendant son temps libre. On peut suivre ses travaux sur le compte Twitter @DuAccident. Il s'est inspiré des comptes signalant les violences policières. Il taggue souvent l'actuel ministre du Travail. Il souhaite rappeler qu'il ne s'agit pas de simples accidents, mais du résultat d’actions et d'inaction politiques. Après tout, le ministère a été créé sous Clemenceau en 1906 (même si le ministère était une idée qui traînait depuis 1848 et avait brièvement existé pendant la Commune) en réponse à la colère résultant de la catastrophe de Courrières, le pire accident minier d'Europe. Depuis 2019, de nombreux journalistes, syndicalistes, inspecteurs du travail, avocats, victimes d'accidents, familles, l'ont contacté et cela a abouti à un livre, L'Hécatombe invisible : Enquête sur les morts au travail.

Dans sa méthodologie, il a décidé de compter policiers, soldats et gardiens de prison tout en sachant qu’ils « représentent les organes de répression des mouvements populaires et ouvriers » (p.14). Il explique que c'est parce qu'il inclut toutes les personnes qui meurent au travail, et pas seulement la classe ouvrière, même si elle constitue la majorité des victimes. Il explique également qu'il n'est pas en mesure de comptabiliser les morts survenus pendant les trajets entre domicile et lieu de travail, ni les morts résultant de maladies professionnelles. Il précise que s’il a d'abord pris en compte les suicides, il n'a finalement pas pu le faire par manque d'informations dans un certain nombre de cas. Néanmoins, il prend le temps de souligner que les suicides sont souvent la conséquence directe des conditions de travail. Il évoque les suicides de France Télécom. Il évoque également la directrice d’école Christine Renon qui, en 2019, s’est suicidée dans son bureau en laissant derrière elle une lettre accusant son employeur. Lépine se demande combien de suicides les employeurs peuvent balayer d'un revers de main parce qu’il n'y avait pas de note accusant les conditions de travail. C’est similaire au récent suicide de la directrice d’école Ruth Perry au Royaume-Uni. Il est du devoir des communistes de montrer que les conditions en France sont les mêmes que dans le reste du monde. Ces morts ne sont pas des événements anormaux mais des produits du système capitaliste.

Histoire du mouvement ouvrier

Le syndicalisme révolutionnaire, hier et aujourd'hui

La période comprise entre 1830 et 1880 a vu la classe ouvrière émerger sur la scène de l'histoire et se constituer en classe-pour-soi. C'est à cette époque que les travailleurs ont commencé à former les premiers partis politiques et syndicats et que la Première Internationale a été fondée pour tenter d'unir les luttes politiques et économiques de la classe ouvrière. D'autre part les décennies qui vont de 1890 à 1920, durant lesquelles le syndicalisme s'est développé, ont également coïncidé avec la transition vers la phase impérialiste du capitalisme, marquée par la centralisation croissante du capital et par conséquent de la force de travail.

Une telle coïncidence ne doit rien au hasard : le syndicalisme était intrinsèquement associé au processus historique de centralisation des syndicats locaux et des regroupements de travailleurs en fédérations nationales. Différents courants politiques ont pris une part active dans les efforts d'unification des luttes ouvrières, même s'ils se proposaient des buts distincts. Aussi la signification du syndicalisme est-elle souvent contestée et diffère selon les contextes nationaux. En France, pays d'origine du mot « syndicalisme », celui-ci désigne le syndicalisme en général. Cet article portera plutôt sur les tendances appelées diversement syndicalisme révolutionnaire, syndicalisme industriel ou anarcho-syndicalisme[39]. Ce qui distingue ces organisations du syndicalisme conventionnel, quelle que soit leurs appellations, c'est qu'ils ont mit l'accent sur l'action directe et la grève générale et semblaient, de ce fait, constituer un défi au réformisme croissant au sein du mouvement ouvrier de la fin du 19ème siècle et du début du 20ème siècle.

Le développement du syndicalisme révolutionnaire

Le syndicalisme révolutionnaire est apparu dans les pays où la formation d'organes économiques permanents était possible. Cela exigeait à la fois une composition particulière de la classe ouvrière et, au moins dans une certaine mesure, des conditions juridiques favorables. Par conséquent, le syndicalisme n'a jamais vraiment pris pied dans des endroits comme l'Empire russe où, en raison de la répression de l'Etat, l'existence de syndicats a toujours été limitée et temporaire.

La création de syndicats d'action directe peut être vue comme un symptôme du militantisme ascendant de la classe ouvrière au début du 20e siècle, une période caractérisée par des luttes de masse. Les syndicalistes ont joué un rôle de premier plan dans des événements tels que la grève de la porcelaine de Limoges en 1905 en France, la grève des locataires en 1907 en Argentine, la révolte de Barcelone en 1909 en Espagne, la grève des transports de Liverpool en 1911 en Grande-Bretagne, la grève du textile de Lawrence en 1912 aux États-Unis.

Dans certains pays, ces tendances radicales sont à l'origine des fédérations à l'échelle nationale. Dans d'autres, en raison de facteurs idéologiques ou régionaux particuliers, elles se sont développées en opposition aux centrales syndicales nationales précédemment établies.

- En France, la répressions qui a suivi la Commune de Paris de 1871 a étouffé l'activité de la classe ouvrière pendant toute une décennie. Les syndicats sont légalisés en 1884

39 Une première version de ce texte a d'abord paru dans *Revolutionary Perspectives* n°22, sous le titre « Syndicalism: Then and Now ». En anglais, les divers courants radicaux du syndicalisme peuvent être désignés comme syndicalistes, en opposition aux *trade-unions* qui sont originellement réformistes. Une telle distinction n'existant pas en français, « syndicalism » est rendu ici par l'appellation « syndicalisme révolutionnaire ».

et les premières bourses du travail voient le jour sous l'impulsion de Gustave de Molinari, un économiste libéral. Ces bureaux de placement syndical deviennent peu à peu des espaces d'agitation ouvrière et, en 1892, commencent à s'unir dans la Fédération des bourses du travail (FBT). En 1895 est fondée la Confédération générale du travail (CGT), centrale syndicale nationale avec laquelle la FBT fusionne en 1902. Socialistes et anarchistes jouent un rôle de premier plan dans la CGT et, notamment sous l'influence de ces derniers, la Charte d'Amiens de 1906 déclare que, « en dehors de toute école politique, la CGT groupe tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ». La CGT devient le modèle du syndicat révolutionnaire.

- En Grande-Bretagne, un statut juridique des syndicats est octroyé par la Commission royale en 1867. Le *Trades Union Congress* a été fondé en 1868, créant rapidement son propre comité parlementaire et devenant, à partir de 1897, une centrale syndicale nationale. L'éphémère *Industrial Syndicalist Education League* (ISEL) a été créée en 1910 par des membres de la *Social Democratic Federation*, inspirés par les activités de la CGT française. Plutôt que de créer un organisme syndical distinct, ce courant préconise de « percer de l'intérieur » les syndicats existants pour promouvoir ses pratiques syndicalistes.

- Après la suspension des lois anti-socialistes en Allemagne en 1890, une Commission générale des syndicats allemands est fondée pour coordonner les activités des syndicats libres sous la direction du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD). Un courant localiste se sépare progressivement et, entre 1897 et 1903, il se réorganise sous le nom d'Association libre des syndicats allemands (FVdG) tout en restant rattaché au SPD. Suite à l'adoption d'une résolution proposée par August Bebel mais combattue par Rosa Luxembourg, les membres de la FVdG sont exclus du SPD entre 1907 et 1908. La FVdG perd ceux de ses militants qui veulent encore rester au sein du SPD, mais l'organisation continue d'exister en étant de plus en plus influencée par les pratiques de la CGT.

- Aux États-Unis, le statut juridique des syndicats a été établi par l'affaire Hunt de 1842. Une centrale syndicale nationale originellement dominée par les syndicats d'artisans est créée en 1886 avec l'*American Federation of Labor* (AFL), à la suite d'un différend au sein des *Knights of Labor* (Chevaliers du travail). Sous la direction de Samuel Gompers, l'AFL se détourne du socialisme et refuse de soutenir les travailleurs non qualifiés et étrangers, les Afro-Américains et les femmes. En opposition, des socialistes, des anarchistes et des syndicalistes se réunissent en 1905 pour créer une organisation rivale, les *Industrial Workers of the World* (IWW). Dans ses statuts, elle adopte la déclaration de Marx selon laquelle « *au lieu de la devise conservatrice "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable", nous devons inscrire sur notre bannière le mot d'ordre révolutionnaire "Abolition du système salarial"* ». L'IWW avait tendance à rejeter l'étiquette syndicaliste, en faveur de ce qu'il appelait le syndicalisme industriel. Il y a eu des tentatives pour former des branches de l'IWW dans d'autres pays, notamment anglophones mais pas exclusivement.

- En Espagne, les associations ouvrières se sont développées au cours de la période comprise entre la « Glorieuse Révolution » de 1868 qui a renversé la reine Isabelle II et la Restauration des Bourbons de 1874. Dans les années 1880, après que le gouvernement a commencé d'envisager des réformes sociales visant à améliorer les conditions d'existence de la classe ouvrière, un espace pour l'activité syndicale s'est à nouveau ouvert. L'Union générale des travailleurs (UGT) est fondée en 1888 sous la direction du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), mais son développement se limite principalement à Madrid, à la Biscaye et aux Asturies. En 1907, le syndicat *Solidaridad Obrera* est fondé en Catalogne. Les socialistes et les anarchistes se disputent l'influence au sein de *Solidaridad Obrera*, les premiers souhaitant qu'il rejoigne

l'UGT. Les seconds obtiennent gain de cause lorsqu'en 1910, le syndicat se transforme en Confédération nationale du travail (CNT), une centrale syndicale nationale opposée à l'UGT.

- En Italie, des syndicalistes de diverses tendances coexistent au sein du PSI jusqu'en 1908. Arturo Labriola contrecarre le courant confusionniste inspirée des théories de Georges Sorel[40] et publie *Avanguardia Socialista* qui, malgré son nom, reflète en réalité l'influence des syndicalistes révolutionnaires au sein du PS. Ces derniers sont la force motrice dans l'effort d'unification des actions de grève de la classe ouvrière au début des années 1900. A partir de 1905, un conflit oppose les syndicalistes, qui mettent l'accent sur la coordination des grèves comme moyen principal du changement révolutionnaire, et la tendance sociale-démocrate, qui amalgame la socialisation des moyens de production à leur étatisation. Ce conflit atteint un paroxysme lorsqu'une grève générale des cheminots éclate contre les plans de nationalisation, comprenant l'interdiction des grèves. Cette grève est défaite et cinq ouvriers sont tués. En 1908, lorsque Filippo Turati déclare le syndicalisme incompatible avec le socialisme, la plupart des syndicalistes ont déjà quitté le PSI. En 1912, ils fondent l'Union des travailleurs italiens (USI) comme alternative à la Confédération générale du travail (CGIL) affiliée au PSI.

- En Argentine, les investissements de capitaux étrangers et les vagues d'immigration européenne ont stimulé le développement économique après la longue dépression de 1873. Les travailleurs émigrés d'Espagne, Italie et Allemagne ont apporté avec eux des idées radicales et de nouveaux modes d'organisation, contribuant à la création des premières sociétés ouvrières. Dans les années 1890, quelques tentatives ratées de création d'une fédération ouvrière ont été menées par des socialistes autour du journal *El Obrero*, qui allaient bientôt fonder le Parti socialiste des travailleurs (PSOI). Enfin, en 1901, la Fédération argentine des travailleurs (FAO), première véritable centrale syndicale nationale du pays, est fondée grâce aux efforts conjugués des socialistes, des anarchistes et des syndicalistes. Cependant, dès 1903, des tensions politiques ont entraîné la scission des syndicats les plus modérés et la création de l'Union générale des travailleurs (UGT). Un an plus tard, la FOA change de nom pour devenir la Fédération régionale des travailleurs argentins (FORA) et adhère au « communisme anarchiste ». Sur le terrain, cependant, la FORA a continué à travailler avec l'UGT et un certain nombre de scissions et d'efforts d'unification entre les deux syndicats ont eu lieu au cours des années suivantes.

- D'autres mouvements analogues s'observent en Suède avec la création de l'Organisation centrale des travailleurs de Suède (SAC), en Uruguay avec la Fédération régionale des travailleurs uruguayens (FORU), au Brésil avec la Confédération brésilienne des travailleurs (COB) ou aux Pays-Bas avec le Secrétariat national du travail (NAS).

A l'origine les syndicats d'action directe n'étaient pas nécessairement considérés comme des organisations rivales de la Deuxième Internationale elle-même. Dans bien des cas, les militants social-démocrates participèrent à la création de ces groupes. Ceux-ci entrèrent progressivement en conflit avec l'aile réformiste de la social-démocratie qui voyait dans le syndicalisme un défi lancé à ses méthodes gradualistes. Cette hostilité n'a fait que renforcer l'audience des perspectives antiparlementaires et antipolitiques au sein du mouvement syndicaliste. Les anarchistes, qui, au cours des décennies précédentes, avaient été associés à l'insurrectionnalisme et aux actes de violence individuels, gravitaient désormais de plus en plus autour du syndicalisme.

Cette influence anarchiste ne signifiait pas qu'il y avait un accord même sur des questions fondamentales comme le rôle du syndicat. La

40 Georges Sorel (1847 – 1922), philosophe et sociologue français, théoricien du syndicalisme. Il fut un critique du marxisme tout en inspirant le fascisme naissant.

FORA argentine reconnaissait notamment que « le syndicat n'est qu'un sous-produit économique du système capitaliste [...]. Le préserver après la révolution impliquerait de préserver le système capitaliste qui lui a donné naissance » (*Pacto de Solidaridad*, 1904). A l'inverse, d'autres préconisaient la transformation future des syndicats en unités de « production et de redistribution, la base de la réorganisation sociale » (Charte d'Amiens, 1906) pour construire « la nouvelle société dans la coquille de l'ancienne » (Préambule de la Constitution de l'IWW, 1908). On retrouvait ici l'écho des thèses de Bakounine dans la Première Internationale : l'expansion de l'association internationale des travailleurs remplacerait finalement l'Etat. L'héritage du mutualisme de Proudhon (fédéralisme, coopératives et sociétés de crédit mutuel) continuait également d'exercer son influence dans une certaine mesure. Aussi le mouvement syndicaliste représentait-il un rassemblement hétéroclite de perspectives marxistes, bakouninistes et proudhoniennes.

En 1901, un Secrétariat international des centrales syndicales nationales (ISNTUC) est créé et rattaché à la Deuxième Internationale. Les courants social-démocrates, syndicalistes et réformistes s'affrontent lors de ses congrès. En réaction, en 1913, la NAS néerlandaise et l'ISEL britannique ont tenté d'organiser un centre international purement syndicaliste et ont convoqué à cette fin un congrès international syndicaliste à Londres. Des délégués du FVdG allemand, du SAC suédois et de l'USI italien assistent au congrès, ainsi que des membres de la CNT espagnole et de l'IWW, mais pas en tant que délégués officiels. Le congrès créa le Bureau international d'information syndicaliste et adopta le bulletin du syndicaliste néerlandais Christiaan Cornelissen comme e sien. Cependant la CGT française, le plus grand et le plus influent des syndicats d'action directe, rejeta l'initiative car elle refusait d'abandonner la ISNTUC, forte de millions de membres dans le monde. Mais avec l'éclatement de la guerre, le mouvement se divisera encore davantage.

Guerre et révolution

La Deuxième Internationale s'est effondrée face à la Première Guerre mondiale. Son parti le plus influent, le SPD, a voté pour les crédits de guerre et s'est rangé du côté de son propre État. Des syndicalistes de premier plan, comme Carl Legien, ont soutenu la guerre et la ISNTUC s'est désintégrée. Le courant syndicaliste révolutionnaire, en dépit de ses proclamations, est confronté à des problèmes analogues. Le Bureau International d'Information Syndicaliste est dissous. Des syndicalistes de premier plan comme Cornelissen se prononcent en faveur de la guerre, tout comme une minorité au sein de l'USI italienne et une majorité au sein de la CGT française.

> *La minorité réformiste d'autrefois est devenue la majorité. ... Les vieux chefs qui invoquaient la pensée de Bakounine et annonçaient les formules de Proudhon, qui adoptaient les conceptions de Georges Sorel ou de Kropotkine, parlent aujourd'hui dans le dialecte de Gompers*[41].
>
> Boris Souvarine, *Le Mouvement Syndicaliste Français,* 1920

S'il y avait des partis au sein de la Deuxième Internationale qui refusaient d'abandonner les perspectives révolutionnaires et qui, face à la guerre impérialiste, réaffirmaient leurs positions internationalistes plutôt que de les effacer - comme les bolcheviks russes, les Tesnyaki bulgares (les étroits), les social-démocrates serbes et polonais - il y avait également de nombreuses voix internationalistes parmi les syndicalistes. En particulier, le FVdG allemand et une minorité au sein de la CGT s'opposaient à la guerre tout comme la CNT espagnole et la FORA argentine (bien que leurs gouvernements soient restés neutres dans le conflit). Certains syndicalistes, comme Alexander Schapiro, ont cosigné le Manifeste international anarchiste sur la

41 Samuel Gompers (1850-1924), dirigeant de l'AFL et théoricien rôle gestionnaire des syndicats. Pour Gompers, ceux-ci devaient s'intégrer au capitalisme pour en tirer avantage.

guerre de 1915. Les syndicalistes opposés à la guerre organisèrent des congrès en Espagne (El Ferrol, avril 1915) et au Brésil (Rio de Janeiro, octobre 1915). La minorité française de la CGT participa à la conférence de Zimmerwald qui, pour la première fois, réunissait des représentants de pays non seulement neutres mais aussi belligérants. Cependant, Alphonse Merrheim, l'un des délégués de la CGT et signataire de la Charte d'Amiens, adopta à l'époque une position pacifiste et critique les internationalistes révolutionnaires autour de Lénine et Karl Radek, qui plaidaient pour transformer la guerre impérialiste en guerre de classe. Il faudra attendre le déclenchement de la révolution russe en 1917 pour que le fossé qui sépare l'aile révolutionnaire de la social-démocratie et les syndicalistes plus internationalistes se creuse davantage.

Les syndicats ont joué un rôle relativement insignifiant dans la révolution russe. Au contraire, ce sont les comités d'usine et surtout les conseils ouvriers, ou les soviets découverts par la classe ouvrière en 1905, qui ont occupé le devant de la scène. Non pas à la veille d'une grève générale comme le théorise le syndicalisme, mais par le biais de ces organes de classe qui se sont répandus dans l'ancien empire entre février et octobre. Orientés par leur propre parti de classe, les travailleurs ont fait tomber non seulement le tsar mais aussi le gouvernement bourgeois de Kerensky et ont pris le pouvoir entre leurs mains.

Néanmoins, la révolution a déclenché une vague de sympathie parmi les cercles syndicalistes hors de Russie même anarchistes, qui y ont vu le début de la fin de la guerre, une condamnation de la social-démocratie et une confirmation de leurs propres conceptions. Un militant de la CNT espagnole se souviendra plus tard :

> *Pour beaucoup d'entre nous - pour une majorité - le bolchevik russe était un demi-dieu, porteur de liberté et de bien-être général ... La splendeur de la conflagration russe nous a aveuglés ... Qui, étant anarchiste, dédaignait de s'appeler bolchevik ?*
>
> Manuel Buenacasa, *El movimiento obrero español*, 1928

La vague révolutionnaire déclenchée par les événements en Russie unifie l'avant-garde du mouvement ouvrier autour du mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets ». En Allemagne, le FVdG commence même à réclamer la « dictature du prolétariat » (Karl Roche, *Was wollen die Syndikalisten ?* 1919),et lutte aux côtés du tout nouveau Parti communiste d'Allemagne (KPD). Mais ce n'est qu'en 1919 que l'Internationale communiste, dont Lénine avait pointé la nécessité dès 1914, tient son congrès fondateur. De nombreux syndicalistes y adhèrent :

> *L'Internationale communiste a recruté dans les rangs des syndicalistes - peut-être des syndicalistes anarchistes, plus probablement des syndicalistes communistes - les éléments que nous avons toujours considérés comme « les meilleurs », et sans lesquels certaines sections de l'Internationale communiste n'existeraient pas. En Amérique, c'est parmi les syndicalistes (William Foster, Andreychin, Bill Haywood, Crosby), parmi les socialistes de gauche autour de* The Liberator *sympathisants de l'IWW (John Reed, Max Eastman), parmi les anarchistes (Robert Minor, Bill Chatov), qu'elle a trouvé la plupart de ses communistes. En Angleterre et en Irlande, c'est parmi les syndicalistes (Tom Mann, Jim Larkin, Jack Tanner) et dans le mouvement des Shop Stewards' Committees, de nature syndicaliste (Murphy, Tom Bell, etc.), qu'elle recrute. En Espagne, c'est parmi les syndicalistes et les anarchistes qu'elle trouve Joaquim Maurín, Arlandis, Andrés Nin, Casanellas, et bien d'autres. En France, enfin, l'Internationale communiste a puisé dans les rangs syndicalistes ceux qui, aux côtés des nouveaux militants issus de la guerre, devaient, selon l'IC, exercer une influence décisive, et éliminer progressivement celle des sociaux-démocrates hérités du vieux parti, du jaurésisme obsolète et du guesdisme nul.*

> Boris Souvarine, « Expulsé, mais communiste », *in Bulletin communiste,* 1925

En 1921, en réaction à la renaissance de l'ISNTUC social-démocrate d'avant-guerre sous le nom de Fédération internationale des syndicats (Internationale d'Amsterdam), l'Internationale communiste a fondé sa propre Internationale rouge des syndicats (Profintern). La CNT espagnole et l'IWW américaine sont toutes deux invitées. À ce stade, cependant, la nouvelle se répand peu à peu qu'en Russie soviétique, la situation est complexe. L'Armée rouge avait gagné la guerre civile, mais à un prix élevé : l'activité autonome de la classe ouvrière s'était dissipée (et là où elle montrait encore des signes de vie, elle était activement réduite), les groupes politiques rivaux étaient réprimés (y compris les syndicalistes) et, au lieu des soviets, c'était la bureaucratie du parti qui prenait toutes les décisions importantes, dans un contexte de famine et de délabrement économique. L'échec des révolutions en Allemagne, en Hongrie et en Finlande a laissé la Russie soviétique isolée et contrainte de se tourner vers les pays capitalistes pour ses échanges commerciaux. Les anarchistes qui ont toujours été sceptiques à l'égard du bolchevisme ont trouvé dans ces faits les munitions dont ils avaient besoin pour réaffirmer leurs idées. Le fait que le Profintern soit subordonné à l'Internationale communiste n'est que le dernier clou du cercueil - l'IWW américain refuse d'y adhérer, tandis que la CNT espagnole se retire en 1922, bien que des minorités communistes restent actives dans les rangs des deux syndicats.

Des scissions d'ordre idéologique ont lieu dans une grande partie du mouvement syndicaliste. Les membres du FVdG, déçus par la direction du KPD sous Paul Levi, partent pour rejoindre l'Union générale des travailleurs d'Allemagne (AAUD) associée aux communistes de gauche du Parti communiste des travailleurs d'Allemagne (KAPD) ou tombent sous l'influence de l'anarcho-syndicaliste Rudolf Rocker, dans ce qui deviendra l'Union libre des travailleurs d'Allemagne (FAUD). De nombreux travailleurs de la CGT française compromise sont partis pour former la Confédération générale unie du travail (CGTU), et bien qu'elle ait d'abord été dominée par des anarcho-syndicalistes, elle est rapidement passée sous l'influence du Parti communiste français (PCF). C'est ainsi qu'après la guerre et la révolution russe, le mouvement syndical se divise en trois grandes centrales internationales : l'Internationale d'Amsterdam, sociale-démocrate, le Profintern, communiste, et l'Association internationale des travailleurs (AIT), anarcho-syndicaliste. Cette dernière est née en 1922 lorsque des syndicats tels que l'USI italienne, la FORA argentine, la FAUD allemande et (un an plus tard) la CNT espagnole se sont réunis, cette fois sous une bannière de plus en plus « communiste libertaire ». Cependant, à cette époque déjà, ce courant était sur le déclin en raison de plusieurs facteurs : reflux de la vague révolutionnaire, domination du mouvement ouvrier par la social-démocratie d'une part et bientôt par le stalinisme d'autre part et montée de divers régimes autoritaires qui tentaient d'écraser les organisations de la classe ouvrière et de les intégrer à l'État. Le dernier souffle du syndicalisme révolutionnaire, en tant que mouvement de masse, a eu lieu en Espagne.

À l'exception notable de certains pays anglophones, où le modèle des IWW est plus populaire, dans les années 1906-1914, le syndicalisme est principalement influencé par la CGT française. La faillite de la CGT pendant la guerre a changé la donne. En son absence, c'est la CNT espagnole qui devient la principale organisation au sein de l'IWA anarcho-syndicaliste. Cela n'a pas été immédiat. Dans les années 1920, la CNT est contrainte à la clandestinité par les répressions brutales de la dictature de Primo de Rivera. Ce n'est que dans les années 30, avec la naissance de la deuxième République espagnole, que la CNT a pu se réorganiser et atteindre plus d'un million de membres, devenant de loin le plus grand syndicat de l'IWA. Cependant, elle était déjà secouée par un conflit interne entre le réformisme d'Ángel Pestaña et des Treintistas, finalement expulsés pour former leur propre Parti Syndicaliste parlementaire, et

l'anarchisme insurrectionnel de la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI). Cette dernière a conduit la CNT à une série de révoltes localisées en janvier 1932, janvier 1933 et décembre 1933, où chaque fois le « communisme libertaire » était proclamé pour être écrasé par l'intervention de l'État républicain quelques jours plus tard. Les confusions de cette période ne font que s'accentuer avec le déclenchement de la guerre civile espagnole en 1936.

Nous avons abordé la guerre civile espagnole de manière plus détaillée ailleurs ; nous ne pouvons ici que la résumer. Si les lieux de travail autogérés et les collectivités rurales ont démontré que les travailleurs étaient capables de gérer la production, ils ne pouvaient pas abolir l'argent et le travail salarié de manière isolée. La CNT était alors conduite à réviser ses propres conceptions, sous le poids des contraintes existantes. Les expériences d'auto-gestion ont été dissoutes lorsque le gouvernement républicain, qui n'avait pas été démantelé, s'est inévitablement opposé à elles. La CNT-FAI, en rejoignant le gouvernement républicain et en capitulant politiquement devant l'antifascisme (c'est-à-dire en soutenant le Front populaire) a contribué à désarmer la classe ouvrière à des moments clés. Des sections de la base de la CNT s'y opposèrent tout comme certaines voix au sein de l'IWA qui dénoncèrent les « graves erreurs et trahisons dont [la CNT-FAI] est responsable » (Manuel Azaretto, *Pendientes Resbaladizas*, 1939). Mais finalement, si 1914 a vu la faillite de la CGT française, 1936 a vu la faillite de la CNT espagnole. L'anarcho-syndicalisme a montré qu'il pouvait se ranger du côté de l'État capitaliste. Cette faillite appelle évidemment à une analyse plus approfondie du caractère des partis de masse et des syndicats dans la phase impérialiste du capitalisme.

La critique marxiste

Il ne fait aucun doute que le ralliement des socialistes, des syndicalistes et des anarchistes aux côtés de leurs propres États capitalistes, durant la première moitié du XXe siècle, a représenté une trahison des principes qu'ils revendiquaient. Toutefois, en rester là serait une interprétation purement idéaliste. Des raisons matérielles réelles les ont conduits sur cette voie. Dans les années précédant 1914, les travailleurs avaient réussi à construire leurs propres partis de masse et syndicats, mais ces mêmes organes ont évolué pour s'intégrer à l'État capitaliste. Ce processus internationalement inégal, qui a commencé avec l'introduction des premières lois sur le travail et s'est poursuivi avec l'octroi d'un statut légal aux associations de travailleurs, a abouti à l'intégration des syndicats dans l'appareil de réglementation et de planification de l'État capitaliste. Le syndicalisme était à la fois un produit et une réaction à ce processus.

À partir des années 1890, le capitalisme poussé par la tendance inhérente à l'accumulation et à la centralisation du capital a créé une économie mondiale dans laquelle les économies nationales se font désormais violemment concurrence. L'État s'implique de plus en plus dans la production et la distribution, tandis que les monopoles, les cartels, les syndicats et les trusts prolifèrent. Les partis de masse des travailleurs, afin de se maintenir et de conserver leurs membres et les avantages encore précaires, ont adopté une pratique essentiellement réformiste et de gestion de la lutte des classes. En retour, en période de crise, ils se sont vus appelés à occuper des sièges au gouvernement. Les capitalistes, qui avaient auparavant combattu les syndicats avec acharnement, voyaient désormais la possibilité de les utiliser pour discipliner la classe ouvrière. L'essor des syndicats d'entreprise et d'État, qui subordonnent les intérêts des travailleurs à l'intérêt national, en est l'expression la plus prononcée. Les syndicats qui mettaient l'accent sur l'action directe et la grève générale n'ont pu contenir cette tendance que pendant un certain temps. Ils ont été soit écrasés et remplacés par des centrales syndicales nationales rivales (comme ce fut le cas pour les IWW américains après la Première Guerre mondiale), soit ont fini par discipliner eux-

mêmes la classe ouvrière (la CGT française pendant la Première Guerre mondiale ou la CNT espagnole pendant la guerre civile espagnole).

Après l'irruption de la crise dans les années 1970, alors que le keynésianisme était abandonné en faveur d'attaques radicales contre les conditions de la classe ouvrière, les lois antisyndicales ont également été étendues. Même si une telle orientation ouvrait de nouvelles opportunités pour le développement de syndicats « de base » dans des industries nouvelles ou désyndicalisées, elle n'a pas changé le rôle fondamental que les syndicats jouent au sein du capitalisme.

Les marxistes révolutionnaires affirment deux faits : 1) la révolution doit impliquer la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, et 2) le rôle des syndicats, aussi radicaux soient-ils, est de réguler la vente de la force de travail, d'agir comme médiateurs entre le travail et le capital. Déjà dans les années 1860, alors que les syndicats étaient encore illégaux dans la majeure partie du monde, Marx faisait les observations suivantes :

> *Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiétements du capital. Elles manquent en partie leur but dès qu'elles font un emploi peu judicieux de leur puissance. Elles manquent entièrement leur but dès qu'elles se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat.*
>
> Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865

À l'époque, Marx pensait que l'intervention des syndicats dans le mouvement politique pouvait aider à surmonter ces limites. À cette fin, il plaidait pour leur affiliation à la Première Internationale. Il espérait que les syndicats, qui auparavant tournaient le dos à l'engagement politique en faveur des luttes économiques locales et immédiates, pourraient finalement devenir des leviers dans la lutte de la classe ouvrière contre le pouvoir politique de la classe dirigeante. Quelque 40 ans plus tard, une nouvelle génération de révolutionnaires a dû faire face à des réalités en pleine évolution :

> *L'action syndicale est réduite par nécessité à la simple défense des acquis déjà réalisés, et même cela devient de plus en plus difficile. Telle est la tendance générale des choses dans notre société. ... En d'autres termes, les conditions objectives de la société capitaliste transforment les deux fonctions économiques des syndicats [influencer la situation sur le marché de la force de travail et améliorer la condition des travailleurs] en une sorte de travail de Sisyphe, qui est néanmoins indispensable. ... [Mais les syndicats sont totalement incapables de transformer le mode de production capitaliste.* »
>
> Rosa Luxembourg, *Réforme ou Révolution*, 1900

En réponse à l'aile réformiste de la social-démocratie, qui cherchait une transition graduelle vers le socialisme par l'expansion de la démocratie parlementaire, des coopératives et des syndicats, les marxistes révolutionnaires ont reconnu que cela aboutirait plutôt à une collaboration progressive avec le capitalisme. Lorsque la Première Guerre mondiale a vu les partis de masse et les syndicats adopter la *Burgfriedenspolitik*[42] et l'Union Sacrée, ce sont bien les organisations qui n'avaient pas une assise au sein même du capitalisme et qui revendiquaient un nombre relativement faible de membres et peu ou pas de biens, qui ont maintenu leur fidélité aux principes internationalistes. La vague révolutionnaire

42 « Le *Burgfrieden* (diversement traduit par « paix civique » ou « paix au château ») est un concept utilisé pour caractériser la mise en arrière-plan des conflits de politique intérieure et des confrontations économiques en Allemagne pendant la Première Guerre mondiale. En France, c'est le concept d'Union sacrée qui est utilisé. » https://fr.wikipedia.org/wiki/Burgfrieden

débutée en Russie a finalement échoué et la gauche communiste a dû réfléchir de manière critique aux raisons de cet échec ainsi qu'aux transformations du capitalisme.

Nos ancêtres politiques ont commencé à critiquer la prétendue nécessité de grands partis de masse et à ne plus considérer les syndicats comme des « écoles du socialisme » :

> *... dans la phase actuelle de la domination totalitaire de l'impérialisme, les syndicats sont un outil indispensable de cette domination, dans la mesure où ils poursuivent même des objectifs qui correspondent aux objectifs de la bourgeoisie pour sa propre préservation et sa guerre. Par conséquent, le parti rejette la fausse perspective selon laquelle ces organisations pourraient, à l'avenir, remplir une fonction prolétarienne, de sorte que le parti devrait faire volte-face et adopter une position de conquête au sein de leur direction.*
>
> Programme politique du Parti communiste internationaliste, 1952

Pour la TCI, c'est l'auto-organisation de la lutte qui sert aujourd'hui de véritable « école du socialisme ». Cela ne signifie pas que nous rejetons complètement l'affiliation syndicale, qui est une question tactique, mais nous refusons toute présence dans les directions syndicales. Que ce soit dans ou hors des syndicats, nous combattons toujours pour dépasser le cadre étriqué du syndicalisme. L'époque des partis de masse et des syndicats comme outils de développement de la conscience de classe est révolue.

Bien qu'il se soit étendu, le syndicalisme révolutionnaire n'est plus aujourd'hui que l'ombre de lui-même. Les organisations les plus nombreuses, souvent dotés d'une reconnaissance légale et mettant moins l'accent sur l'anarchisme (ils utilisent généralement les labels syndicaliste révolutionnaire ou syndicaliste industriel), comptent quelques milliers de membres tout au plus. D'autres, souvent sans reconnaissance légale et plus idéologiquement anarchistes (utilisant généralement l'étiquette anarcho-syndicaliste), ont été principalement réduits à des groupes de propagande avec une faible présence sur les lieux de travail. La contradiction entre l'acceptation d'un plus grand nombre de travailleurs dans le syndicat, indépendamment de leur position politique, et l'acceptation des seuls travailleurs qui sont d'accord avec certains principes anarchistes, a entraîné de nombreuses scissions. En conséquence, le mouvement syndicaliste international est divisé en trois pôles organisationnels : l'IWA anarcho-syndicaliste relancé en 1951 ; une scission de 2018 de l'IWA appelée la Confédération internationale du travail (ICL) qui se présente comme révolutionnaire et anarcho-syndicaliste ; et les restes du syndicat industriel IWW, dont certaines branches ont maintenant rejoint l'ICL. En outre, la nature fédéraliste de ces groupes, combinée à une aversion bien ancrée pour les approches politiques programmatiques, signifie qu'une branche de la même organisation peut exprimer des points de vue contradictoires avec d'autres branches, même sur des questions aussi cruciales que l'internationalisme.

En réponse à ces contradictions, certains anarcho-syndicalistes ont tenté de réorienter leur activité en s'éloignant des tentatives de construction d'organes économiques permanents, au point même de remettre en question la signification d'un « syndicat ». Par exemple, dans un débat interne à *Solidarity Federation*, la section britannique de l'IWA, on trouve le point de vue suivant :

> *Pour nous, un syndicat révolutionnaire est nécessairement non permanent car il est l'expression d'une vague donnée de la lutte des classes. Il ne peut survivre à la lutte dont il est l'expression sans devenir quelque chose de fondamentalement différent, quelque chose de contre-révolutionnaire, précisément parce que les syndicats anarcho-syndicalistes sont définis par la participation militante, l'action directe, la solidarité et le contrôle de la base. La forme particulière que prennent*

> *ces syndicats est celle d'assemblées de masse ouvertes à tous les travailleurs (à l'exception des briseurs de grève et des cadres), et de délégués mandatés et révocables formant des conseils de délégués pour coordonner la lutte.*
>
> *Strategy & Struggle*, Solidarity Federation, 2009

Ici, le « syndicat révolutionnaire » est simplement utilisé comme synonyme de comités de grève, d'assemblées de masse ou de conseils ouvriers. Cette perspective a finalement été rejetée par *Solidarity Federation* car, nous citons, elle « rejette l'idée de syndicats révolutionnaires en faveur de "l'idée marxiste d'une organisation spontanée de la classe ouvrière" et ferait qu'un groupe anarcho-syndicaliste ressemble à une organisation communiste de conseil ». Cependant, c'est précisément à cette problématique que les syndicalistes, ceux qui ont réfléchi au rôle des syndicats au cours du siècle dernier et qui ne veulent pas répéter les erreurs du passé, devraient se poser.

Pour conclure, nos différences avec le syndicalisme révolutionnaire historique et contemporain peuvent être résumées comme suit :

- Dans la mesure où « l'action directe » est synonyme d'auto-organisation de la classe ouvrière, nous n'avons aucune objection. Cependant, elle signifie le plus souvent un activisme volontariste ou une tentative par des minorités politiques de transcender artificiellement le niveau réel de la lutte des classes. Nous ne faisons pas non plus de la grève générale un fétiche, qui n'est qu'un moment de la lutte des classes.

- Si nous reconnaissons que des lieux de travail autogérés peuvent émerger au cours de la lutte des classes, nous rejetons l'idée que des îlots d'autogestion peuvent être progressivement construits sous le capitalisme comme une étape vers le communisme. La classe ouvrière ne peut pas simplement s'emparer de l'usine, elle doit s'emparer du pouvoir politique afin de faire place à la transformation sociale et économique de la société.

- Le rôle que les syndicats révolutionnaires s'attribuaient autrefois, celui d'unir les travailleurs de différentes affiliations politiques et de différents secteurs en une seule organisation révolutionnaire, devra être joué par des organes de classe (comités de grève, assemblées de masse ou conseils ouvriers) surgissant à des moments exceptionnels de la lutte des classes. Par « conquête du pouvoir politique », nous entendons le processus de destruction de l'État capitaliste et le remplacement de ses structures par ces nouveaux organes de classe, plutôt que par les syndicats (qui sont toujours limités par leurs membres et liés à la logique de médiation entre le travail et le capital).

- Enfin, nous considérons que l'action des travailleurs en tant que classe pour elle-même est nécessaire mais pas suffisante : les révolutionnaires doivent travailler activement à l'extension de perspectives véritablement communistes et internationalistes. L'organisation politique ou la future internationale que nous essayons de construire doit être capable de présenter un programme politique cohérent au sein de la classe ouvrière au sens large. Une telle organisation politique ne peut être un gouvernement en attente ni un remplacement de l'État lui-même (ainsi que les partis de masse et certains syndicats se sont vus dans le passé), mais un point de référence révolutionnaire dans toutes les phases de la lutte des classes.

Nous contacter

Site Internet de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste :
www.leftcom.org

info@leftcom.org
ou
page facebook @Bilan&Perspectives
ou
Michel OLIVIER
7 rue Paul Escudier
75009 PARIS

Autres adresses des organisations de la TCI

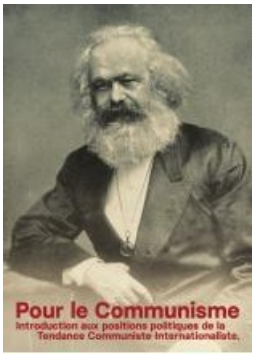
Partito Comunista Internazionalista (Italie) :
info@leftcom.org
Battaglia Communista
CP 1753
20100 Milano

Communist Workers Organisation (Grande Bretagne) :
uk@leftcom.org
CWO
BM CWO
WC1M 3XX LONDON

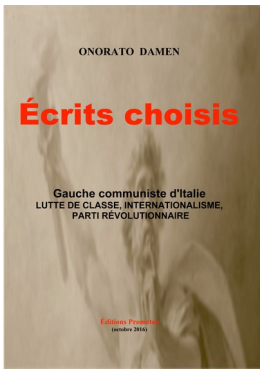
Gruppe Internationalistischer Kommunistinnen (Allemagne) :
de@leftcom.org
GIK, c/o Rotes Antiquariat
Rungestr. 20, 10179 Berlin

Groupe Internationaliste Ouvrier (IWG, USA) :
iwg@leftcom.org
IWG
P.O. Box 14485 Madison, Wisconsin
WI 53708

Klasbatalo (Canada) :
klasbatalocollective@gmail.com









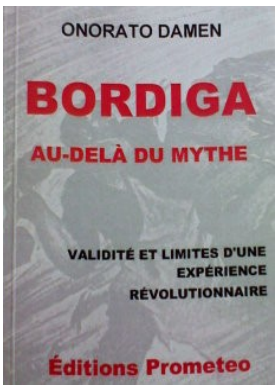
Catalogue de nos publications en français

- Plate-forme de la TCI (3€)
- Pour le Communisme : introduction aux positions politiques de la Tendance Communiste Internationaliste (2€)
- Les révolutionnaires, les internationalistes, face aux perspectives de guerre et la situation actuelle du prolétariat (BIPR, janvier 2000) (2€)
- Thèses sur la tactique communiste dans les pays de la périphérie capitaliste (VI° Congrès du Partito Comunista Internazionalista) (2€)
- Le bordiguisme et la Gauche italienne (2€)
- Approche à la question du parti (2€)
- Trotski, le trotskisme, les trotskistes (2€)

Série connaissance du mouvement révolutionnaire

- *Révolution sociale contre la guerre impérialiste.* Réédition de la brochure de Pierre Lanneret, « Les internationalistes du troisième camp en France pendant la Seconde Guerre mondiale » (2€ plus frais de port)
- *Écrits choisis* d'Onorato Damen (12€ plus 6€ de frais de port)
- Onorato Damen, *Bordiga au delà du mythe. Validité et limites d'une expérience révolutionnaire* Éditions Prometeo (12€ plus 6€ de frais de port)
- *Miasnikov et le Groupe ouvrier du parti communiste russe, 1922-1937*





imprimerie spéciale

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

1. Notre perspective est la réalisation de la société communiste, dans laquelle l'humanité se sera affranchie de l'oppression de l'État, des divisions de classe, des nécessités imposées par l'échange marchand et l'exploitation de l'homme par l'homme, des frontières et séparations nationales. Dans cette société, « *le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous* » (Marx). Bien loin de s'opposer à la communauté humaine ainsi développée, l'individualité trouvera en son sein les conditions de son épanouissement authentique.

2. Une telle société n'a encore jamais existé, nulle part dans le monde. Les régimes qui se sont consolidés avec le stalinisme en Russie, puis étendus en Chine et dans le bloc oriental au XXème siècle, n'étaient que les formes particulières d'une transformation générale du capitalisme. Partout, l'appareil d'État est devenu indispensable à la reproduction des structures de base du capital.

3. Le capitalisme a hérité d'oppressions issues des sociétés de classes antérieures. Miné par ses propres contradictions, il ne se survit qu'à travers des convulsions de plus en plus profondes et insolubles. C'est un désastre qu'il génère dans des proportions qui se cumulent dramatiquement : guerres mondiales, crises économiques, chômage, misère, destruction du vivant sur la planète, exploitations des ressources naturelles, épidémies. Mais ces phénomènes ne sont que les effets des lois inhérentes au capital, qui doit produire toujours plus de marchandises pour accumuler de la valeur. Qu'importe si ces marchandises iront pour la plupart pourrir dans les océans, pourvu qu'elles soient le support de la réalisation de profits. L'humanité ne peut plus supporter le fardeau du capitalisme. Celui-ci a fait son temps et devrait céder la place à une forme supérieure de société, qui utilisera et révolutionnera les forces productives existantes afin de satisfaire les réels besoins humains. La révolution communiste et la communauté humaine sont immédiatement à l'ordre du jour de la lutte des classes.

4. Parce qu'il est exploité par le capital et ne possède aucun privilège à imposer au reste de la société, le prolétariat est la seule et unique classe dont le mouvement peut conduire à la réalisation du communisme. S'il est contraint d'agir à l'intérieur de la société capitaliste pour défendre ses conditions d'existence, il acquiert aussi par cette activité sa conscience de classe propre. Aussi les intérêts immédiats et généraux du prolétariat se ramènent-ils à la lutte pour la révolution communiste. Tout progrès dans ce sens est conditionné par le développement plus large de l'action du prolétariat et de sa réflexion sur celle-ci, indépendamment des organes de l'État capitaliste : système électoral, parlements, syndicats.

5. La première et indispensable étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant acquis, dans la lutte, une conscience de classe, et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.

6. La guerre est devenue mondiale et quasi permanente entre les diverses fractions du capital mondial, retranchées derrière les Etats nationaux. Ces derniers disposent de ressources militaires monstrueuses, menaçant à tout moment de rompre l'équilibre de la terreur par un holocauste nucléaire. Tant que la société sera soumise aux lois aveugles de l'économie marchande, la guerre sera une menace immédiate et insurmontable.

7. Sur le grand échiquier du marché mondial, toute revendication nationale est inévitablement exploitée par les grands État impérialistes. Aussi le prolétariat conscient n'a-t-il aucun intérêt dans la défense de la nation. Il doit s'élever contre la guerre impérialiste et, dans le cas où celle-ci éclaterait, orienter son effort contre la bourgeoisie de part et d'autre des camps opposés pour précipiter le renversement du capitalisme et accélérer sa propre unification.

8. Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui appuiera et orientera la lutte de classe jusqu'à la confrontation ouverte avec l'appareil d'État. La transition au communisme ne peut être que l'œuvre de la classe elle-même, qui exercera son pouvoir sur les ruines des États bourgeois. Ce pouvoir aura pour socle les conseils ouvriers, constitués de délégués élus et révocables en permanence par toutes les sections du prolétariat. Le régime des conseils ouvriers s'appelle la dictature du prolétariat, par opposition à la dictature actuelle de la bourgeoisie. Il ne peut exister sans le renversement violent de l'État bourgeois et de la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial. Il existera jusqu'à la réalisation de la communauté humaine sur l'ensemble de la planète.

9. La Commune de Paris et surtout la Révolution d'Octobre 1917 constituent pour nous des références incontournables. Elles ont montré que la classe ouvrière pouvait renverser l'ordre capitaliste. L'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe ont renversé le mouvement vers la révolution mondiale. Après la défaite de la révolution allemande et plus globalement le reflux de la vague révolutionnaire dans le monde, l'existence du régime des conseils ouvriers dans un pays isolé était condamnée. L'involution de la révolution russe s'accéléra à mesure que le parti de classe cessait de jouer son rôle d'avant-garde pour s'identifier toujours plus à l'appareil de l'État russe, et employait même celui-ci pour réprimer et violenter la classe au nom du « socialisme ».

10. La dégénérescence politique de la Révolution russe et de l'Internationale au cours des années 1920 à 1930 fut combattue par des fractions communistes, notamment par la Gauche communiste d'Italie. La Tendance communiste Internationaliste, dont *Bilan & Perspectives* est l'expression en France, est l'héritière de ce combat. Ces fractions restèrent fidèles à l'internationalisme en rejetant toute participation dans quelque camp que ce soit et dans la Résistance nationaliste pendant la Deuxième Guerre impérialiste. Elles ont continué à développer d'autre part le contenu de la conscience communiste, à la lumière de l'expérience de la contre-révolution stalinienne.

11. Nous continuons l'œuvre que la Révolution russe s'était fixée mais ne put accomplir : l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme. Dans l'immédiat, notre activité s'articule autour de trois aspects : 1° la défense, la clarification, l'actualisation des positions révolutionnaires et le développement de la théorie communiste ; 2° la discussion entre révolutionnaires en vue d'un maximum de clarté politique entraînant leur regroupement ; et 3° l'intervention dans la lutte au sein du prolétariat.